

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2544 - VENDREDI 26 FÉVRIER 2016

SECTEUR BANCAIRE

La BGFI Bank se dote d'un nouveau siège social à Brazzaville



L'immeuble ultra-moderne de huit étages a été inauguré le 25 février par le président Denis Sassou N'Guesso, au terme de près de 2 ans de travaux ayant coûté 13 milliards FCFA. Situé près du rond-point La Coupole, au centre de

Brazzaville, ce nouveau siège va abriter la direction et les principaux services de la BGFI Bank Congo, ainsi qu'un centre d'affaires entreprises. Il traduit également la bonne santé de ce groupe dont le total bilan a progressé de 79%

entre 2010 et 2015, avec une hausse du total crédit à la clientèle de 293%, tel que présenté par son président directeur général, Henri-Claude Oyima.

Page 3

SANTÉ PUBLIQUE

Une campagne de vaccination pour accélérer l'éradication de la poliomyélite



Un des partenaires administrant le vaccin

Le directeur général de l'épidémiologie et de la lutte contre les maladies, le professeur Obengui, a lancé officiellement, le 25 février à Brazzaville, la campagne de vaccination contre la poliomyélite.

Cette nouvelle campagne de vaccination des enfants de 0 à 5 ans est la première des deux prévues cette année, afin d'accélérer la phase d'éradication de la poliomyélite au Congo. Page 5

PROCESSUS ÉLECTORAL

Les agents électoraux formés sur le déroulement du vote

La session de formation organisée hier sous la direction du président de la Commission nationale électorale indépendante (CNEI), Henri Bouka, vise à familiariser ses membres, ainsi que le personnel évoluant au sein des commissions locales, avec la pratique des opérations d'avant, pendant et après le vote. Les participants ont

abordé, entre autres modules, le rôle du délégué national de la CNEI et les compétences des commissions locales, le suivi du déroulement de la campagne électorale, le fonctionnement du bureau de vote, la méthodologie de la distribution des cartes d'électeurs, l'utilisation du bulletin unique, etc. Page 3

FORUM INTERNATIONAL DE CASABLANCA

Le Congo saisit l'opportunité d'attirer les investissements étrangers



La visite du ministre marocain des Affaires étrangères et de la coopération au stand de l'API Compté parmi les 23 pays présents à la 4e édition du Forum international de Casablanca ouverte hier, le Congo, représenté par l'Agence de promotion des investissements (API), expose sur les opportunités qu'il offre aux investisseurs. À cet effet, le pays est retenu parmi les sept nations à l'honneur au Marché de l'investissement, une innovation de la présente édition de ce forum initié par le groupe Attijariwafa. Ce marché vise à donner la visibilité aux plans nationaux de développement et aux banques de projets structurants. L'API y tient un stand qui a été visité par le ministre marocain des Affaires étrangères et de la coopération. Page 9

BURUNDI

Cinq chefs d'État et de gouvernement africains à la rencontre de Pierre Nkurunziza

Deux jours après le passage du secrétaire général des Nations unies, c'est le tour de la délégation de cinq chefs d'État et de gouvernement africains conduite par le sud-africain d'amorcer à leur tour une mission de bons offices à Bujumbura, au nom de l'Union africaine. Jacob Zuma et ses homologues mauritanien, sénégalais, gabonais et éthiopien tenteront

durant ces deux jours de convaincre le président Pierre Nkurunziza et d'autres acteurs burundais à trouver une issue pacifique à la crise politique qui sévit dans ce pays. Page 7

EDITORIAL
Rejet

Page 2

ÉDITORIAL

Rejet

Ce que ne comprennent visiblement pas les grandes puissances c'est que ni leurs modes de vie, ni leurs modes de pensées, ni leurs modes d'action ne sont perçus par les pays dits « émergents » comme des modèles. Aveuglés par le pouvoir apparent que leur confèrent leurs richesses, leur niveau de développement, leur poids démographique, leurs capacités militaires, leur pouvoir politique, les « Grands » ne voient pas que la majeure partie de la planète les perçoit en réalité comme des nations égoïstes, mues par leurs seuls intérêts et donc incapables d'agir pour le bien de l'humanité.

Contrairement à ce qui s'écrit ici et là c'est bien ce qui est ressorti du récent sommet sur le climat, alias « COP 21 », qui s'est tenu récemment à Paris et c'est bien ce que confirmeront les années à venir dans tous les domaines où se joue la survie de notre espèce. Pour qu'il en aille autrement il faudrait que la Chine, l'Europe, les Etats-Unis, l'Inde, la Russie acceptent de se discipliner et s'entendent sur un plan concret de lutte contre le réchauffement climatique, pour la protection des ressources naturelles, en faveur de la préservation des espèces que menace la suractivité industrielle. Or tout démontre, bien au contraire, que l'égoïsme des « Grands » grandit au fil du temps et que, de ce fait, la planète n'a rien à attendre de leur engagement théorique en faveur de la nature.

Si nous évoquons ici cette question c'est parce que le Tiers-monde se trouve en quelque sorte à la croisée des chemins. Ou bien il s'organise pour faire entendre sa voix dans les institutions de la gouvernance mondiale et peser ainsi sur le cours de l'Histoire, ou bien il reste divisé au point de demeurer comme aujourd'hui incapable d'intervenir de façon efficace dans les négociations dont dépend tout à la fois la paix mondiale et le destin de l'humanité. Dans le premier cas il aura une chance sérieuse de devenir un acteur majeur de l'acte décisif qui se joue sur la scène mondiale, mais dans le second cas il subira les événements sans pouvoir en infléchir le déroulement.

Même si un tel propos relève apparemment de l'utopie l'Afrique, l'Asie du sud et l'Amérique latine devraient se préoccuper activement de mettre en place l'organisation qui les délivrera demain de la tutelle de plus en plus pesante des pays riches. Il y a manifestement urgence !

Les Dépêches de Brazzaville

PRÉSIDENTIELLE DU 20 MARS

La jeunesse de l'Upads en ordre de bataille

Après la validation de la candidature du premier secrétaire de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (Upads), Pascal Tsaty Mabiala, par la Cour constitutionnelle, la jeunesse de ce principal parti de l'opposition s'est dite déterminée à porter leur candidat à la magistrature suprême dès le premier tour de l'élection.

Le 25 février à Brazzaville, la Jupads a reçu des consignes relatives à la campagne présidentielle du 20 mars prochain. Il s'agit, entre autres, de voter massivement pour le candidat du parti ; d'être mobilisée ; de doubler de vigilance ; de ne pas user de la violence ; de dénoncer les cas de corruption et de fraude ; de ne pas tenir des propos belliqueux vis-à-vis des autres candidats.

Pour la Jupads, Pascal Tsaty Mabiala représente une alternative crédible pour la jeunesse congolaise, car selon elle, leur candidat est « irréprochable »



Une vue des membres de la Jupads

et « digne ». « Le 20 mars, nous ferons jouer l'effet fourmi afin de prendre d'assaut tous les bureaux de vote et de rester vigilants pour que la victoire ne nous soit pas volée. Je crois personnellement en cette victoire car notre candidat a, dans sa gibécère, un projet de société moderne pour servir le Congo et l'Afrique. Il nous revient la charge de mobiliser... y compris les indécis et les réfractaires, ceux qui doutent encore de notre capacité de changer positivement le cours des choses dans notre pays », a déclaré le président de la Jupads, Sidoine Giscard Madoulou.

Au cours de l'opération de révision des listes électorales, l'Upads a fait inscrire

à Brazzaville, au moins 10.000 personnes. A cet effet, le président de la jeunesse de ce parti s'est félicité du travail abattu dans la mobilisation. « J'ai la ferme conviction que le jour du scrutin nous fournirons des efforts supplémentaires pour porter un vote massif

et sans hésitation en faveur de notre candidat », a-t-il réitéré.

D'autres points ont également émaillé ces assises à savoir : la décision du conseil national sur l'exclusion de Joseph Kignoumbi Kia Mboungou, Mboungou Bilong, Clément Mouamba, Gaspard Kaya dit Magane et de Norbert Mfikou. « Ces camarades ne peuvent donc plus s'afficher Upads car, ayant perdu la qualité de membres. Et ces exclusions ne reposent pas sur un fondement ethno-tribal, mais résultent de la procédure des sanctions affligées contre les prévenus », a conclu Sidoine Giscard Madoulou.

Josiane Mambou Loukoulou

VIE ASSOCIATIVE

Le Mouvement électoraliste et écologique pour l'émergence du Congo voit le jour

La problématique du changement climatique et la dégradation de l'environnement sont les principales motivations de la création du Mouvement électoraliste et écologique pour l'émergence du Congo (MEEEC). La sortie officielle de cette ONG a eu lieu le 23 février à Brazzaville dans le sixième arrondissement Talangaï.

Le MEEEC entend garantir au Congo les premières conditions de son émergence à savoir la paix et un environnement sain. Pour ce faire, l'association envisage de développer au sein de la jeunesse et de la population congolaise une mentalité citoyenne qui consiste à voter les élus potentiels sur la base exclusive d'un projet de société et non sur la manipulation politicienne.

Présidé par Rodrigue Koumou, le MEEEC s'engage aussi à promouvoir et

à défendre toute décision politique, économique ou sociale qui prend en compte les normes de respect de l'environnement et les règles écologiques de préservation des écosystèmes. En outre, cette structure se propose également d'élaborer les politiques et de mener des actions permettant de pallier les conséquences des changements climatiques sur l'agriculture et l'environnement, en partenariat avec le gouvernement et d'autres organismes.

Au cours de la cérémonie de sortie officielle, le président du MEEEC a souligné les efforts du chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, pour ses interventions engagées à Kyoto en 1997 et à la COP 21 en France ainsi que dans d'autres conférences internationales sur l'environnement et l'équilibre écologique. Lesdits efforts sont aussi remarquables sur le plan de la gouvernance de l'Etat, notamment avec la création d'un ministère du Développement du-

nable et celui de l'Environnement, sur l'institution de la journée de l'arbre le 6 novembre de chaque année et le vote d'une loi interdisant l'utilisation des emballages en polyester et les travaux d'éradication de certaines zones d'érosions graves réalisés par le gouvernement.

Rodrigue Koumou, a sans ambages, épinglé les dégâts créés par le changement climatique et les déséquilibres écologiques au Congo et ses différentes villes, à savoir les érosions, éboulements des sols, l'ensablement des habitations, la destruction et la mise hors d'état des infrastructures, le lessivage des surfaces cultivables en milieu urbain, etc.

La fin de la cérémonie a été marquée par l'adoption d'une recommandation du MEEEC, soutenant la candidature du président Denis Sassou N'Guesso, à l'élection présidentielle du 20 mars 2016.

Guillaume Ondzé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Clotilde Ibara, Norbert Biembedi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina,
Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama
(chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoulou
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa

Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula
(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang
Service Culture et arts : Bruno Okokana
(chef de service),
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué
(chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Service Enquête : Quentin Loubou
(chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath
(chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki,
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordinateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Marcel Myande,
Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya
n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa
- RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma
Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,
Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsignet, Brice Tsébé, Irin Mauoukani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mombélé Ngon

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi
Chef de production : François Diatoulou Mayola
Gestion des stocks : Elvy Bombete

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila),
Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Astrid Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

PROCESSUS ÉLECTORAL

Les membres de la CNEI et COLELS formés aux méthodes de déroulement du vote

Ce séminaire vise la formation des membres de la Commission nationale électorale indépendante (CNEI) et les présidents des Commissions locales des élections (COLELS) présents à Brazzaville. C'est Henri Bouka, le président de la CNEI qui a ouvert ledit séminaire.

Au cours de cette session, les participants suivront plusieurs thèmes liés à la préparation et la tenue d'une élection. Il sera question de parler entre autres sur le rôle du délégué national de la CNEI et les compétences des Commissions locales d'organisation des élections, le suivi du déroulement de la campagne électorale, l'observatoire électorale, le fonctionnement du bureau de vote, la méthodologie de la distribution des cartes d'électeurs et l'utilisation du bulletin unique.



Les participants à la session

S'adressant aux participants, Henri Bouka a exhorté les participants à cette formation d'accomplir avec succès la mission qui leur est confiée, de s'organiser, de créer les conditions nécessaires pour permettre aux congolais le 20 mars prochain d'aller en toute sérénité, faire le choix de la personne qui, demain, présidera aux destinées de la République.

Jean Jacques Koubemba

BANQUES

La BGF Bank Congo se dote d'un siège social moderne

Le nouvel immeuble de huit étages et un sous-sol, situé au rond-point La coupole, a été inauguré le 25 février, par le président de République, Denis Sassou N'Guesso. Le coût d'exécution des travaux réalisés en deux ans est de 13 milliards FCFA.



Le chef de l'État coupant le ruban symbolique

Le nouveau siège social de la BGF Bank Congo, abritant également la direction générale, est construit sur le boulevard Denis Sassou N'Guesso, à l'ancien siège de l'Uneac (Union nationale des écrivains, artistes et artisans du Congo), sur une superficie totale de 7050 m².

Il s'agit d'un immeuble ultra moderne en baies vitrées de huit niveaux, mesurant 34,5m de hauteur, devant désormais abriter l'ensemble des services de cette direction générale. Parmi

les services qui y sont logés, on note entre autres, un centre d'affaires entreprises ; des directions commerciales et marketing, des services clients ainsi que des directions administratives, opérationnelles et techniques.

S'exprimant à cette occasion, le président directeur général du groupe BGF Bank, Henri Claude Oyima, a fait le bilan exhaustif de ses activités au Congo, depuis son implantation. Celui-ci, fait état d'une nette amélioration de la banque, dont la bonne santé

s'est confirmée à partir de l'année 2010.

De nos jours, a-t-il précisé, BGF Bank Congo a engrangé en tout 771 milliards FCFA de total de bilan, soit une progression de 79%. Elle a encaissé aussi 496 milliards en total crédit à la clientèle soit 293 %.

« La banque totalise déjà à ce jour 600 milliards FCFA de total dépôt de la clientèle, avec une augmentation de 64% ; 64 milliards FCFA de produits net bancaire, soit une évolution de 167%, pour un bénéfice net estimé à 17 milliards FCFA en 2015 », a précisé le PDG, qui s'est dit préoccupé par la hausse du taux de bancarisation au Congo.

Pour sa part, le ministre de l'Economie, des finances et du portefeuille public, Gilbert Ondongo, s'est réjoui du taux de bancarisation de plus en plus croissant au Congo. Lequel est passé de quatre banques en 2004, à onze banques à ce jour.

Rappelons que la BGF Bank, créée au Gabon en 1971, existe depuis l'année 2000. Elle compte à ce jour onze agences sur l'ensemble du territoire et emploie plus de 250 personnes dont 237 nationaux.

Firmin Oyé

PRÉSIDENTIELLE DU 20 MARS/FRANCE

L'association Dynamique des jeunes émergents soutient Denis Sassou N'Guesso

Depuis Amiens, en région picarde, la communauté congolaise se mobilise pour assurer une victoire à son candidat à l'élection présidentielle du 20 mars.

C'est au cours d'un point de presse à Sarcelles Saint-Brice, près de Paris, que l'association Dynamique des jeunes émergents, par la voix de son président Christel Bayonne, a apporté son soutien à la candidature de Denis Sassou N'Guesso, candidat à sa propre succession. « *Allons seulement, ya simba déjà !* », a-t-il repris avec conviction.

Christel Bayonne, connu au sein de la diaspora par son nom d'artiste, DJ Zidane, souligne qu'« *à l'issue de la proclamation de la Nouvelle République, pour nous, membres et sympathisants de la Dynamique des jeunes émergents, le seul candidat apte à mener à bien les préoccupations des jeunes et digne d'être l'émanation de la souveraineté populaire est et demeure sans conteste Denis Sassou N'Guesso* ».

« *Nous sommes une nouvelle génération. La particularité de la forme de soutien à notre candidat est de rappeler que nous appartenons à une frange de la diaspora, aux profils différents, désireux de prendre une part active au développement du Congo. Nous défendons, à la fois le bilan du gouvernement sortant et soutenons, en même temps, l'homme qui saura entreprendre les chantiers de ce qui est bien pour le peuple congolais. Nous nous dressons devant celles et ceux qui se livrent uniquement au dénigrement du pays d'origine sur les réseaux sociaux. C'est pour cela, conclut Christel Bayonne, que nous soutenons Denis Sassou N'Guesso* ».

Antoine Daniel Kongo



Christel Bayonne, président de l'association Dynamique des Jeunes Emergents/Crédit photo : Vanessa

L'Asped appelle à l'apaisement

Dans le souci de voir le scrutin présidentiel du 20 mars prochain se dérouler dans la paix, la quiétude et sans heurts, l'Association pour la solidarité, la protection de l'environnement et le développement (Asped) a publié, le 21 février, une déclaration dans laquelle elle interpelle tous les acteurs politiques à adopter un comportement responsable

L'Asped est une association apolitique spécialisée dans la protection de l'environnement et de la conservation de la bio-

diversité. Dirigée par Théophile Mpalé, cette association reste très préoccupante quant à la destruction de l'environnement.

Ainsi consciente que ce sont les guerres civiles et autres dérapages sociaux qui constituent l'une des premières causes de destruction de l'environnement, l'Asped a voulu, à l'orée de cette élection majeure, interpeller les acteurs politiques de tout bord politique, considérés comme principaux auteurs de ces vio-

lences, à plus de responsabilité, en vue d'une élection transparente et apaisée.

« *...étant donné l'engagement du Congo pour la protection de l'environnement et le développement durable, nous, membres de l'Asped, recommandons que la présidentielle du 20 mars 2016 se déroule dans la paix, car les conflits conduisent à la destruction de l'environnement et des vies humaines, anéantissant ainsi des progrès déjà réalisés* », relève cette déclaration publiée en présence de plusieurs membres.

Elle invite, par ailleurs, les acteurs politiques au strict respect des lois et règlements de la République ainsi que des procédures électorales arrêtées, mais aussi et surtout à appliquer la devise du pays : Unité-Travail-Progress. En publiant cette déclaration, l'Asped a un seul souci majeur : consolider la paix sociale retrouvée au prix des sacrifices et les progrès que le pays a réalisés aux plans économique, social et infrastructurel, pour le bien de la nation.

F.O.



Les membres de l'Asped lors de la cérémonie (photo adiac)



AEROPORT INTERNATIONAL A.A. NETO DE POINTE NOIRE – PROJET DE NOUVELLE AEROGARE FRET

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

Dans le cadre de son développement, les Aéroports du Congo lancent un appel d'offres pour les travaux de construction de la nouvelle aérogare fret de l'aéroport international A.A. NETO de Pointe Noire.

Nom et adresse officiels du maître d'ouvrage : AERCO Aéroport Maya-Maya - BP 1851 - Brazzaville - Congo
Principale(s) activité(s) du maître d'ouvrage : société congolaise de droit privé, concessionnaire des aéroports internationaux du Congo.

Caractéristiques principales : construction d'un bâtiment de 4500 m SHON dans la zone fret accueillant les entrepôts de fret sur le site de l'aéroport, et 4000 m de parc de stationnement côté ville et côté piste.

Prestations divisées en lots : non, il s'agit d'un marché unique.
Tranches : le marché comprend une tranche ferme et trois tranches conditionnelles.

Durée du marché ou délai d'exécution : 16 mois, y compris période de préparation à compter de la notification du marché.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire

du marché : entreprise générale ou groupement conjoint d'entreprises, dont le mandataire sera solidaire de ses co-traitants. Une entreprise pourra être membre de plusieurs groupements à condition qu'elle ne soit pas mandataire d'un autre groupement.

Langue devant être utilisée dans l'offre ou la candidature : français
Unité monétaire utilisée : Franc CFA (FCFA)

Délai de validité des offres : 180 jours calendaires à compter de la date de remise de l'offre

Législation applicable au marché : le présent marché et ses actes subséquents sont soumis au droit de la République du Congo.

Conditions de participation :
Critères de sélection des candidatures : garanties et capacités techniques et financières, chiffre d'affaires, références sur des prestations similaires.

Situation juridique : les renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si les exigences sont remplies sont précisés dans le règlement de consultation contenu dans le dossier de consultation.

Capacité économique et financière : les renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si les exigences sont remplies sont précisés dans le règlement de consultation contenu dans le dossier de consultation. Niveau spécifique minimal exigé : 6.000 millions de FCFA (HT) de chiffre d'affaires annuel pour le groupement.

Les capacités financières des groupements seront notamment appréciées au regard de la cohérence des chiffres d'affaires de chacun de leurs membres par rapport aux caractéristiques du projet.
Références professionnelles et capacité technique : les renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si les exigences sont remplies sont précisés dans le règlement de consultation contenu dans le dossier de consultation.

L'entreprise générale ou le groupement d'entreprises devra notamment disposer des compétences suivantes, identifiées et réparties entre les cotraitants et/ou sous-traitants : intervention en milieu aéroportuaire ou similaire, charpente métallique, VRD.

Type de procédure : Appel d'offres ouvert avec possibilité de négociation

Critères d'attribution : offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le règlement de la consultation.

Date limite de réception des offres : 15 avril 2016 à 15h

Autres renseignements :
Le dossier de consultation sera remis en un exemplaire électronique à chaque candidat qui en fera la demande, contre paiement d'un montant de 2 000 000 FCFA hors taxes. Ce montant sera remboursé au candidat retenu lors du règlement du premier décompte. La demande est à adresser par écrit à l'adresse électronique suivante : galia.matsouma@aerco-cg.com

Conditions de remise des offres ou des candidatures :
Les offres seront rédigées obligatoirement en français et devront être déposées à AERCO contre récépissé avant les dates et heures indiquées à :

Date d'envoi du présent avis à la publication : 15 février 2016



AVIS A MANIFESTATION D'INTERET

Avis de recrutement d'un consultant individuel pour la cartographie collective d'informations sur les activités économiques réalisées par les femmes ressortissantes de la Cuvette

I.Contexte :

L'association « Femmes de la Cuvette : Vision et développement durable » en sigle FCV2D est composée de femmes vaillantes créatives et solidaires tournées vers le développement durable de leur région. L'association promeut, notamment, l'organisation de ses membres en unités de production autour d'activités économiques impliquant le plus grand nombre de ses membres afin de réaliser leur autonomisation en milieu rural et urbain.

Dans cette perspective, l'association FCV2D veut procéder suivant une approche holistique déployée en trois (3) étapes successives :

-la première étape consisterait à réaliser un inventaire détaillé de l'existant en termes de potentialités naturelles, de ressources humaines et d'actions économiques menées dans les neuf (9) districts du Département de la Cuvette ;

-la deuxième étape porterait sur l'identification des idées de projets économiques à partir des données recueillies et des initiatives individuelles ou communautaires recensées en vue de l'accroissement des revenus des femmes du Département de la Cuvette ;

-la troisième étape donnerait lieu à l'inspiration de grands projets à l'échelle plus grande de la Cuvette géographique au sein du bassin du Congo qui définit un grand espace territorial occupé par un écosystème naturel dont les particularités de la faune et de la flore ont une importance et un impact planétaire.

Dans ce contexte, l'association FCV2D désire recruter un consultant en vue de la réalisation des deux premières étapes sus indiquées.

II.Objectifs de la mission

-conduire la recherche formative à travers les enquêtes d'inventaire de l'existant, d'identification des ressources et potentialités naturelles de chaque district du Département de la Cuvette ;

-faire le point des initiatives économiques en milieu féminin dans chaque district ;

-dégager les grandes tendances de développement dans le Département de la Cuvette ;

-élaborer les termes de référence pour la promotion des projets générateurs des revenus en milieu paysan féminin en concertation avec les bureaux d'études spécialisés choisis par

l'association FCV2D ;

-aider l'association FCV2D à organiser l'évaluation et la dissémination des résultats de ses différents projets, à s'informer sur les expériences similaires dans les zones forestières du monde.

III.Profil du consultant

-Être titulaire d'un diplôme de troisième cycle ou plus en économie, sociologie de développement, géographie économique et développement local, administration de développement ;
-Posséder une longue expérience dans la gestion du développement des collectivités locales décentralisées ;
-Avoir un statut de consultant individuel ayant collaboré avec les administrations publiques ou privées ;
-Être disponible tout de suite.

Aptitudes additionnelles :

-Parler au moins une langue nationale, de préférence Lingala ou un ou plusieurs dialectes des populations du Département de la Cuvette ;
-Se déplacer sur les embarcations nautiques sans phobie.

IV.Autres informations

-Durée de l'enquête de la première

étape : 45 jours ouvrés ;

-Honoraires du Consultant : À négocier.

V.Dossier de candidature

Le dossier de candidature à soumettre pour le recrutement comprend :

-Une lettre de motivation ;
-Un curriculum vitae détaillé ;
-Des copies de diplômes, certificats, attestation ou tout autre document justifiant la formation et l'expérience.

VI.Dépôt du dossier de candidature

Les dossiers de candidature doivent être adressés, au plus tard, le 18 mars 2016, à 10 heures, sous pli fermé à l'adresse suivante, avec mention « avis à manifestation d'intérêt consultant FCV2D » :

-Madame Lydie PONGAULT
-84, Bld Denis Sassou N'Guesso
-Immeuble les Manguiers
-Mpila / Brazzaville
-Téléphone : 04 403 17 34

Brazzaville, le 15 février 2016
La présidente de l'association
Femmes de la Cuvette :
Vision et développement durable

Lydie PONGAULT

PRÉSIDENTIELLE 2016

Une application mobile pour s'informer au quotidien

Dans une seule application, l'actualité quotidienne sur le scrutin présidentiel de mars 2016 devient à portée de main. « Congo 2016 », l'application ainsi nommée et créée par la fondation BantuHub dirigée par Vérone Mankou est déjà en libre téléchargement sur Google Play.



Congo 2016

BantuHub

3+

DÉSINSTALLER

OUVRI

Plus de 0 téléchargements



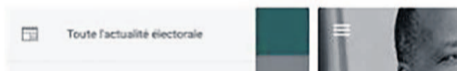
Actualités et magazines



Similaires

Toute l'actualité de l'élection présidentielle 2016 dans une seule application.

LIRE LA SUITE



Congo 2016 est la première et la seule application qui offre une restitution complète et impartiale des nouvelles relatives à l'élection présidentielle congolaise, commente Estime Sanza, membre de la Fondation BantuHub. « Elle vous offre aussi une couverture profonde de l'actualité électorale et vous permet d'en savoir plus sur les différents candidats en lice », souligne-t-il.

Grâce aux notifications push qui mettent l'utilisateur en alerte, l'application permet de ne rater aucune information et mieux des scoops qui sortiront sans doute de cette période mouvementée. Carnavals, meetings, concerts, interviews et autres événements seront suivis ici sans efforts.

Conçue aux couleurs du drapeau national et sans publicité, l'application a prévu un fil d'information adapté aux terminaux mobiles de toutes tailles. Les utilisateurs pourront ainsi lire toute l'actualité électorale sans quitter l'application, parcourir l'actualité par candidat, consulter les bio descriptives des candidats pour en savoir plus sur ces derniers, lire la loi électorale dans sa version numérique, consulter les résultats de l'élection etc.

Quentin Loubou

POLIOMYÉLITE

Le Congo s'engage à empêcher l'importation du poliovirus

Le directeur général de l'épidémiologie et de la lutte contre les maladies, le professeur Obengui a lancé officiellement, le 25 février à Brazzaville, la campagne de vaccination contre la poliomyélite au Centre de santé intégré Marien- Nguoubi dans le sixième arrondissement.

La cérémonie s'est déroulée en présence des partenaires techniques et financiers notamment l'Organisation mondiale de la santé, le Fonds des Nations unies pour l'enfance, le Rotary Club international et bien d'autres.

Pour le professeur Obengui, cette campagne vise à protéger les enfants de 0 à 5 ans. « En mai 2012, l'assemblée mondiale de la santé a adopté le plan stratégique mondial de l'éradication de la poliomyélite et de la phase finale 2013-2018. Le Congo qui a souscrit à cet engagement mondial poursuit les efforts afin d'empêcher toute importation du poliovirus sauvage », a-t-il martelé.

Le Congo connaîtra deux passages de vaccination cette année. Le premier intervient du 25 au 28 février et le deuxième au mois d'avril prochain.

Pendant quatre jours, les équipes de vaccination passeront dans les ménages, les établissements scolaires, les lieux publics pour administrer aux enfants le vaccin anti poliomyélite oral trivalent.

Dans les zones d'accès difficiles, les équipes se déploieront en véhicule, à moto, bicyclette pour les axes routiers, par pirogue motorisée pour les axes fluviaux.

Le directeur départemental de la santé de Brazzaville, Dominique Obissi, a rappelé que le gouverne-

ment et ses partenaires ont organisé cette campagne sur l'ensemble du territoire national en vue de vacciner tous les enfants quel que soit leur statut vaccinal. « Ce n'est que par la vaccination que nous pourrions atteindre tous les enfants et pouvoir vaincre la poliomyélite au Congo. Vacciner les enfants c'est les aimer et c'est les protéger ».

Le vaccin antipoliomyélique inactivé injectable (VPI) n'est pas un remplaçant du vaccin antipoliomyélique oral (VPO). Le VPI est introduit dans le vaccin de routine au Congo dans l'objectif d'accélérer la phase de l'éradication de la polio, a précisé le directeur général de l'épidémiologie.

Ce vaccin est efficace. Il consiste à renforcer l'immunité des enfants contre la poliomyélite. Son utilisation interviendra dès le 8 mars prochain.

Lydie Gisèle Oko

VIE ASSOCIATIVE

L'ONG « Afrique émergence » fait sa sortie officielle

L'ONG qui a fait sa sortie officielle ce 25 février à l'hôtel de ville de Brazzaville, entend œuvrer dans les domaines de l'école pour tous ; l'initiation aux valeurs humaines et la protection de l'environnement

Dirigée par Welcome Amour Joseph, l'ONG « Afrique émergence » se veut être un véritable espace visant à créer des vraies conditions du vivre-ensemble. Ceci, à travers, entre autres, la lutte contre toute sorte de violations des droits de l'Homme, d'injustice, d'inégalités sociales, de corruption, de fraude, d'impunité, faites à l'égard de toutes les couches sociales, notamment des personnes vivantes avec handicap, des femmes et des enfants démunis.

Elle s'est également engagée à mobiliser les communautés locales contre tout acte susceptible de compromettre la paix et les initiatives de développement en République du Congo ; constituer une force agissante de la société civile par l'information et la formation de la population urbaine et rurale. Les autres missions sont : susciter chez les jeunes une révolution profonde des mentalités au travail, au respect et à la protection des biens publics ainsi que faire naître un sentiment social de cohabitation et d'échanges. « Soucieux d'accompagner notre pays dans l'atteinte des objectifs du millénaire tel que prescrit par le système des Nations



Welcome Amour Joseph ; crédit photo Adiac

unies, l'ONG Afrique émergence a compris l'intérêt de réaliser des actions ciblées en faveur de certaines couches sensibles de la société », a indiqué Welcome Amour Joseph, expliquant que l'émergence signifiait quitter le statut du sous-développement pour celui du développement.

Selon lui, la vision « l'école pour tous » consiste à faire en sorte que chaque enfant congolais en âge de scolarisation puisse avoir la chance d'aller à l'école. Le but ultime étant de permettre au Congo de redeve-

nir une référence dans le domaine de l'éducation. S'agissant de l'initiation aux valeurs humaines, cette ONG pense que certaines valeurs éthiques, morales, civiques et familiales sont en voie de disparition au Congo depuis les événements tragiques que le pays a connus. D'où la nécessité de développer ces valeurs afin de restaurer le vivre-ensemble entre les filles et fils du pays.

Quant à la protection de l'environnement, les responsables d'Afrique émergence se sont dits motivés par les conclusions de la Cop21 qui leur a montré l'intérêt de la préservation de la nature dans le pays en soutien à l'action du gouvernement. « Nous sommes singulièrement préoccupés par notre environnement qui, associée à la nature, constitue de précieuses ressources pour l'activité humaine », a indiqué Welcome Amour Joseph qui est à la tête d'un bureau de six membres.

Le président d'Afrique émergence s'est, enfin, félicité de l'environnement juridique et social créé par la nouvelle Constitution qui institue en son article 238, un Conseil consultatif des ONG et de la société civile. Une innovation qui rentre dans l'actif du président de la République, Denis Sassou N'Guesso, géniteur de cette Nouvelle République.

Parfait Wilfried Douniama



Une expertise à votre portée

Des formations pour booster votre carrière ! A Brazzaville et à Pointe-Noire, ci-dessous le programme. Contactez-nous aux coordonnées suivantes : Tél. 06 913 81 45 | 06 859 76 20- Email : inscription@iprc-training.org | iprc-training.org

INTITULE DE LA FORMATION

DUREE

PERIODE

Techniques et méthodes pour mieux superviser et contrôler les activités d'une équipe

03 jours

22-24 février

Indicateurs de performance et système de suivi et évaluation axé sur les résultats

05 jours

22-26 février

Renforcement des capacités des organisations de base à travers l'auto-évaluation assistées

05 jours

22-26 février

Gestion et fiscalité de la paie

03 jours

22-24 février

Gestion des délais dans l'exécution des marchés publics : Elaboration et suivi du plan de passation des marchés

05 jours

22-26 février

Techniques de rédaction administrative

04 jours

23-26 février

Les procédures de passation des marchés publics des collectivités locales

05 jours

22-26 février



A/R

700 €
TTC

EN VENTE JUSQU'AU 31 MARS
VALABLE JUSQU'AU 17 MAI

—

PARIS BRAZZA- VILLE

RÉSERVATION EN LIGNE SUR WWW.FLYECAIR.COM
ET AU +33(0)143439373 OU +33(0)178777877



BURUNDI

Cinq chefs d'Etat africains pour promouvoir le dialogue

À l'initiative du chef d'Etat tchadien, Idriss Deby Itno, président de l'Union africaine, une délégation des chefs d'Etat et de gouvernement africains a débuté jeudi à Bujumbura une visite de deux jours pour tenter de convaincre le président burundais, Pierre Nkurunziza, et l'opposition de relancer un dialogue de sortie de crise, actuellement au point mort.

Le président sud-africain Jacob Zuma, qui conduit cette délégation, est accompagné des présidents mauritanien, sénégalais, gabonais et du Premier ministre éthiopien.

Cette visite relève d'une offensive diplomatique plus globale pour tenter de trouver une issue pacifique à la crise au Burundi, deux jours après la venue à Bujumbura du secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, et des représentants du Conseil de sécurité de l'ONU. Lors de sa visite, le patron de l'ONU, Ban Ki-moon, avait assuré avoir obtenu des garanties du président Nkurunziza qu'un « dialogue inclusif » serait de nouveau engagé. Au mois de janvier, l'Union africaine avait renoncé à envoyer une force de maintien de la paix au Burundi, et avait décidé à la place de dépêcher une « délégation de très haut niveau » pour amorcer le tête-à-tête. Les précédentes tentatives, sous l'égide de l'Ouganda, avaient échoué. Le gouvernement burundais refusait de discuter avec une partie de son opposition impliquée, selon lui, dans une tentative de coup d'Etat en mai 2015 et dans les violences actuelles.

Yvette Reine Nzaba

COOPÉRATION

Le Japon va renforcer son partenariat avec le Congo dans les domaines éducatif et sanitaire

Le gouvernement japonais, qui a déjà réalisé des projets dans ces deux secteurs entend renforcer la coopération bilatérale par la concrétisation d'autres structures dans ces domaines et ceux d'autres secteurs. C'est ce qu'a indiqué mercredi le 3^e secrétaire près l'ambassade du Japon au Congo, Takahashi Kazuya, à l'issue d'une visite de certaines de ces structures subventionnées par son pays à Brazzaville.

« Le Japon est prêt à signer un contrat de don pour la fourniture d'équipements médicaux des hôpitaux des douze départements du Congo », a déclaré Takahashi Kazuya, ajoutant que d'autres accords seront signés avec l'Unicef, le PAM et le Pnud pour un coût global de 4 millions de dollars. « Le gouvernement japonais a investi dans deux secteurs prioritaires : la santé et l'éducation. La santé est essentielle pour la vie (...). Et comme il y a de sérieux besoins concernant l'accès aux soins de santé primaires, les autorités japonaises se sont intéressées à intervenir au Congo dans ce domaine », a-t-il ajouté.

Le 3^e secrétaire d'ambassade du Japon a parlé aussi de la nécessité pour son pays d'élargir le champ d'actions de l'éducation en créant d'autres structures. « Le Japon n'a ni pétrole ni mines, mais le pays a beaucoup investi dans l'éducation. C'est pour cela qu'il occupe le 3^e rang mondial en termes d'économie. Ceci a été rendu possible parce que le gouvernement japonais met l'accent sur ce secteur », a-t-il fait savoir. La visite des structures subventionnées par la coopération japonaise avait pour but de donner plus de visibilité à l'action du Japon au Congo. Une occasion qui a conduit la délégation à laquelle faisait partie plusieurs journalistes de se rendre compte des projets réalisés dans le cadre de la coopération Japon-Congo-Unicef. Il s'agit notamment du Centre d'éveil

communautaire de la petite enfance et du Centre de rescolarisation à Loua, du Centre de



Aloys Kamuragiye et Takahashi Kazuya - Takahashi Kazuya posant avec quelques enfants du préscolaire

santé communautaire à Kombé, notamment à Madibou, le 8^e arrondissement de Brazzaville, ainsi que d'un bâtiment de trois salles de classes réalisé à l'école Saint-Esprit de Moundali. Partout où la délégation est passée, les responsables et autres animateurs de ces structures ont salué l'action du gouvernement japonais visant à promouvoir et améliorer l'offre éducative et sanitaire au Congo. « La population est très heureuse après la réalisation de ces projets. C'est dire que si la coopération bilatérale peut développer les secteurs ciblés et agrandir les structures, ce sera une bonne chose », a déclaré, par exemple, le président du comité de gestion de développement communautaire, Adrien Ketty. Intervenant

dans ce même ordre d'idée, la directrice du centre d'éducation préscolaire de Loua, Flore Bertille Marlène Kiyindou, et le coordonnateur de l'école Saint-Esprit de Moundali ont souhaité que la coopération japonaise élargisse son action au Congo en construisant de nouvelles structures éducatives ou d'autres centres d'éveil plus

primaire et de l'éducation non formelle. En termes de bilan, et rien que pour le secteur de l'éducation, 43 centres d'éducation préscolaires ont été construits ou réhabilités. Tous ces centres ont été dotés en mobiliers, matériels pédagogiques, récréatifs et les petits enfants ont été dotés en kits scolaires. A cela s'ajoute la construction/réhabilitation de 18 centres de rescolarisation. Ces approches communautaires de la préscolarisation et de préscolarisation sont incluses dans la nouvelle stratégie sectorielle du Congo qui couvre la période 2015-2025.

« L'Unicef se réjouit d'avoir l'opportunité de jouer un rôle de facilitateur dans le cadre du partenariat entre le gouvernement du Japon et celui du Congo pour promouvoir l'éducation de base », a déclaré Aloys Kamuragiye. Il s'est aussi réjoui du fait que le Congo s'est inspiré du modèle de coopération développé avec

le gouvernement du Japon pour construire des centres de rescolarisation dans d'autres départements que les six ciblés par le projet financé par ce pays à savoir: Brazzaville, Pointe-Noire, Pool, Plateaux, Likouala, Sangha. Il s'agit précisément du projet Appui à la participation des communautés en vue d'un cadre d'apprentissage décent pour la petite enfance et la jeunesse déscolarisée (PCAJED). Grâce au PCAJED, plus de 2530 jeunes enfants, en milieu rural et périurbain, pauvres participent dorénavant à des activités organisées pour leur développement cognitif et leur préparation à la scolarisation. Et plus de 2000 adolescents ont renoué avec l'école dans 18 centres de rescolarisation construits/réhabilités et équipés.

Nestor N'Gampoula

ANNONCE

Pour vos campagnes concernant l'élection présidentielle, la société LITCOM met à votre disposition l'installation et vente station radio FM notre matériel de communication couvre un rayon 200kms

Contact :

Tél 0033619459215

00242066416511

Mail:hrame.louzol@gmail.com

AVIS DE VENTE DE VOITURE

Ambassade de Russie au Congo vend la voiture
Mercedes Benz S 350
Année 2006 – Vitesse automatique – Essence
En très bon état – Parcours 6837 km
Couleur noire – Salon en cuire
Contactez num. de tél. 05 656 79 14





LE RESEAU DES SMARTPHONES

FINALE AIRTEL TOUR

Concours DJ Atalaku et battle dance
inter-arrondissements

Samedi 27 février 2016, Palais des congrès à 15h

artistes invités :

DJ Epela, Embeudah music, DJ Kratos, Bana A6...
et une STAR SURPRISE

Entrée gratuite



AFRIQUE DÉVELOPPEMENT

Le Congo marque sa présence à Casablanca

La République du Congo qui compte parmi les 23 pays africains présents à la 4^{ème} édition du Forum international de Casablanca dont les travaux se sont ouverts ce 25 février présentera, à travers l'Agence de promotion des investissements (API), ses stratégies de développement visant à ouvrir davantage le pays aux investisseurs internationaux.

Initiative du groupe Attijariwafa bank en partenariat avec Maroc Export, ce rendez-vous d'affaires de portée continentale s'inscrit dans le cadre de la coopération sud-sud dont le but est d'offrir plus de visibilité sur les projets d'investissements des pays africains.

Organisée cette année sur le thème : « Agriculture et Electrification : Mobiliser les énergies », cette 4^{ème} édition du Forum devenu annuel depuis l'an dernier entend mettre un accent particulier sur ces deux secteurs qui constituent les bases du progrès humain dont le continent a tant besoin pour assoir son développement économique.

Se tenant dans un contexte où plus de 60% de la population africaine n'ont pas accès à l'électricité, et plus de 50% souffrent encore de la malnutrition tandis que le continent dispose de 800 millions d'hectares de terres arables non exploitées, le rendez-vous donne ainsi l'occasion aux acteurs économiques et aux dirigeants la possibilité d'un échange d'expériences.

L'objectif, a précisé le ministre marocain des Affaires étrangères et de la coopération, Salaheddine Mezouar, est de parvenir à des meilleurs résultats au profit des populations.

« Cette année, vous êtes invités à

relancer la réflexion et l'échange



Coupure du ruban symbolique de l'inauguration du Marche de l'investissement par le Pdg d'Attijariwafa bank

autour de deux secteurs piliers de la fondation et du développement et du bien-être de l'Afrique ainsi que des Africains », a précisé la directrice générale de Maroc Export, Zahra Maafiri, qui a ouvert les travaux du Forum, précisant que l'agriculture et l'électricité sont deux secteurs porteurs d'un intérêt stratégique pour les institutions africaines chargées du commerce et des investissements.

En outre, le forum de Casablanca offre également une opportunité de rencontres d'affaires entres

décideurs et investisseurs économiques, ainsi que des panels animés par des experts et des opérateurs de renom, s'agissant des problématiques concrètes de développement en Afrique.

Il s'agit notamment du panel sur « la

Transformation du secteur agricole : d'une activité de subsistance à un moteur de développement de l'économie et des entreprises » ; « Entrepreneurat en Afrique : libérer les énergies » et « Quel modèle d'électrification pour le continent africain ? ».

Promouvoir le label « made in africa »

Conscients que sans indépendance alimentaire et énergétique, l'Afrique ne pourra atteindre son indépendance vis-à-vis des pays du nord, les participants à ce forum

sont ainsi appelés à réfléchir sur les modèles de co-développement pour améliorer à la fois les secteurs de l'agriculture et de l'énergie.

Pour y parvenir, il y a lieu, selon certains spécialistes du secteur agricole, de redonner un sens aux initiatives privées afin de faire des agriculteurs africains, à l'instar des pays du nord, des acteurs du développement économique. Car, au regard des réalités de la plupart des pays du continent, la quasi-totalité des produits agricoles sont importés d'où la cherté de ceux-ci.

En matière d'énergie, il est attendu, au terme de ces assises la nécessité de voir les pays exploiter les opportunités de la coopération sud-sud dans ce domaine en y impliquant au mieux le secteur privé en tant que vivier d'acteurs capables d'investissements de différentes tailles (petite, moyenne et très petite entreprise) allant des systèmes locaux à des alliances inter et intra Etats.

Marché de l'investissement, le Congo parmi les pays à l'honneur. Considéré comme une innovation du Forum Afrique développement, le « Marché de l'Investissement » prévoit de donner la visibilité aux plans nationaux de développement et aux banques de projets structurants.

Inauguré peu après l'ouverture du Forum par le président directeur général du groupe Attijariwafa bank, Mohamed El Kettani en présence du ministre marocain des Affaires étrangères et de la Coopération, ce marché met à l'honneur sept pays dont la République du Congo qui dispose d'un stand de l'Agence de promotion des investissements.

Tout comme le Congo, la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Togo, le Séné-

gal, la Tunisie et le Kenya présenteront à cette occasion leurs opportunités et politiques mises en place pour attirer les investissements étrangers.

Pour le patron d'Attijariwafa, ce marché de l'investissement permet de stimuler l'entrepreneuriat des jeunes qu'il faut aider en améliorant l'environnement des affaires, les facilitations administratives et foncières afin que ceux-ci se lancent à leur propre compte et créent des emplois au profit des jeunes diplômés qui arrivent par millions chaque année au niveau du continent africain.

Durant cette manifestation, seront décernés les traditionnels « Trophées de la Coopération Sud-Sud » primant les meilleures entreprises engagées dans le développement des échanges et des investissements intra-africains. « Les Trophées du Jeune Entrepreneur » récompenseront, quant à eux, les meilleurs jeunes entrepreneurs africains dans les catégories « Innovation » et « Entrepreneurat Social ».

En marge de ce Forum, la Fondation Attijariwafa bank organise en partenariat avec le Musée Tiskiwin de Marrakech, à l'espace d'art Actua, une exposition intitulée « Arts transsahariens. Un art de vivre » traitant des arts traditionnels de l'habitat nomade et sédentaire dans les espaces transsahariens, du Sud du Maroc aux rives du Niger. Cette exposition voudrait souligner l'appartenance à une même communauté culturelle, fécondée par une histoire millénaire de migrations humaines et de relations commerciales et culturelles.

De notre envoyé à Casablanca, Guy-Gervais Kitina



CORLAY CAMEROUN S.A. est une filiale du groupe **MRS HOLDINGS**, leader dans le stockage, la distribution et la vente au détail de produits pétroliers en Afrique de l'Ouest et du Centre. Un bref aperçu des actifs du Groupe MRS est disponible à l'adresse ci-après : www.mrsholdings.com

CORLAY CAMEROUN S.A. possède un réseau de plus de 120 stations-services, un important portefeuille de clients industriels, des actions dans la Société Camerounaise Equatoriale de Fabrication des Lubrifiants (SCEFL) basée à Douala au Cameroun, et un contrat d'exclusivité pour la représentation et la commercialisation des lubrifiants de marque **CHEVRON-TEXACO** en Afrique de l'Ouest et du Centre.

Dans le cadre du développement de ses activités en Afrique Centrale et plus particulièrement au Congo, **CORLAY CAMEROUN S.A.** recherche des distributeurs de lubrifiants pouvant remplir les conditions suivantes :

- Avoir des capacités financières afin de pouvoir commander les lubrifiants des marques **MRS** et **CHEVRON-TEXACO**, selon les différentes applications (graisses, huiles pour moteurs/boîtes de vitesse/hydrauliques/engrenages etc.) et en quantité suffisante pour satisfaire les besoins du marché local congolais,

- Avoir un entrepôt de stockage afin de pouvoir stocker des lubrifiants en fûts, en cartons, en seaux et en cubitainers, y compris du vrac,

- Avoir des capacités logistiques et une organisation permettant de pouvoir livrer ces produits dans tout le Congo.

Toute entreprise / personne intéressée est priée d'envoyer son dossier de candidature, A l'attention du «Business Development Manager» par courrier DHL à l'adresse suivante :

114, Boulevard de la Liberté - B.P. 214 Douala Cameroun
Téléphone : 00 237 6775 296 813 Email : amouelle@mrsholdings.com



MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, PROFESSIONNEL, DE LA FORMATION
QUALIFIANTE ET DE L'EMPLOI



PROJET DE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES
POUR L'EMPLOYABILITE
(PDCE)

COMMUNIQUE

Le Ministère de l'Enseignement Technique, Professionnel, de la Formation Qualifiante et de l'Emploi à travers le Projet de Développement des Compétences pour l'Employabilité (PDCE) lance ce jeudi, 25 et vendredi 26 février 2016 à Pointe - Noire, une collecte des candidatures des jeunes vulnérables de 16 – 24 ans pour les formations aux métiers de :

- | | |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> ✓ Mécanique auto ✓ Electricité ; ✓ Plomberie ; ✓ Maçonnerie ; ✓ Menuiserie ; ✓ Soudure ; ✓ Carrelage. | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Coiffure ; ✓ Couture ; ✓ Transformation agro alimentaire ; ✓ Pâtisserie ; ✓ Cuisine. |
|---|--|

Les jeunes intéressés, sont priés de se rendre au CEFA des métiers de service à l'OCH à côté de la station service PUMA (Lycée Thomas SANKARA) aux dates indiqués ci-dessus, pour le dépôt de dossiers.

NB : La collecte des candidatures se déroule de 8h30 à 14h, se munir d'une carte d'identité et/ou de la copie d'acte de naissance.

Pour des informations complémentaires appelez nous aux:

06 612 15 17/ 05 556 46 97

www.facebook.com/pdce.congobrazza

INDUSTRIE :

Un nouveau souffle au Congo pour
l'aliment de base : la Farine

Lancement très prochainement d'une
minoterie d'une capacité de 500 tonnes
par jour par la Société CONGO FOODS
basée dans le KOUILOU Zone Industrielle
VINDOULOU.

PRESTATION EN PASSATION DES MARCHÉS

Monsieur BAVEKA Basile, Economiste, Docteur en Sciences Politiques, Spécialiste et formateur en passation des marchés offre des services pour : la lecture et l'analyse des Dossiers d'Appel d'Offres (DAO) et des Demandes de Proposition (DP) ; la rédaction des propositions et l'évaluation des offres.

Contacts : +242 06 662 24 47 / +242 05 372 38 30

CRGM-CIM2E

Le président du Comité d'organisation informe les participants à la première conférence internationale sur « les Matériaux, l'Environnement et l'Entreprenariat » (CIM2E), que dans le souci de garantir une participation effective du Comité scientifique international que lesdites assises sont repoussées à une date ultérieure.

Pour de plus amples informations : www.cim2e.org.

Fait à Brazzaville, le 23 février 2016
Le président du comité d'organisation
Hilaire Elenga

Vous venez de perdre un être cher
et vous souhaitez utiliser notre quotidien
pour le faire savoir à vos proches



Une équipe de professionnels est à votre disposition
Tél: +242 05 532 0109
E-mail: regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
84, bd Denis Sassou N'Guesso Immeuble
les Manguiers (Mpiia), Brazzaville



IN MEMORIAM



Février 2011 – Février 2016. Voici 5 ans déjà que disparaissait notre maman, grand mère, Mme AWE née Imoko Micheline. En ce mois de triste souvenir M. Theogène Awe, Mme Ngolo Virginie, petits fils et familles, prient celles et ceux qui ont eu le bonheur de la connaître d'avoir une pensée pieuse pour elle. Car elle restera notre mère et grand-mère pour ses sages conseils. Que le Seigneur dans sa miséricorde puisse lui accorder paix et repos éternels. Nous ne t'oublierons jamais.

NÉCROLOGIE

Les enfants Olombi, Okoue-Olombi Raphaël, Maître Olombi Jean-Claude, Endamba Olombi Gertrude, Olombi Edwige, Olombi Patrice et Raphaël Odjoli ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès de leur père et frère Olombi Jean, survenu le 20 février 2016 à Brazzaville. La veillée se tient au n°75, rue Lampama à Talangaï Brazzaville. La date des obsèques vous sera communiquée ultérieurement.



27 février 2001-27 février 2016. Cela fait 15 ans que disparaissait notre père, Faustine Ebangué. A l'occasion de ce triste anniversaire sa fille Adelaïde Hélène Victoire Ebangué, prie tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée pieuse pour lui. Ton distingue amour, ta disponibilité pour les autres et ton sacrifice pour nous restera à jamais graver dans nos cœurs. Papa que ton âme repose en paix.



Les enfants Owassa (Patricia, Fortuné, Jérémie, Nelly, Donald, Jean Jacques) et l'honorable Abel Owassa ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès en France, de leur grand-frère, Armand Guy Dinga, le 21 février 2016 des suites d'une maladie. La veillée mortuaire se tient au n°22, avenue Tsiambitso au quartier Massengo (arrêt la ferme). Le programme des obsèques vous sera communiqué ultérieurement.

PORTRAIT

Tokyo Sexwale, de la lutte anti-apartheid à la course pour la Fifa, un parcours atypique

Ancien compagnon de prison de Nelson Mandela, ex-animateur de télévision devenu riche homme d'affaires, le Sud-Africain Tokyo Sexwale rêve de devenir le premier président africain à la tête de la Fifa mais cette mission semble quasi impossible après une campagne terne.

Ambitieux et charismatique, le candidat de 62 ans s'est longtemps présenté comme l'homme du changement, lui qui n'a jamais occupé le moindre poste dans l'exécutif de l'instance mondiale du football. Davantage connu pour son engagement politique et son sens des affaires, ses partisans estiment qu'il aurait le mérite d'apporter du sang neuf dans une Fifa rongée par un retentissant scandale de corruption. Il connaît, cependant, bien cet organisme, puisqu'il y dirige depuis 2015 le comité de surveillance de l'instance pour Israël et la Palestine et y siège au comité des médias. «A un moment se présentera l'opportunité d'élire un président venu de l'extérieur, du monde économique et politique», disait début octobre Franz Beckenbauer, ancien membre du comité exécutif de la Fifa mais toujours très influent. «C'est pourquoi je me réfère à Tokyo, parce que c'est quelqu'un de différent, qui a un passé politique, mais qui connaît aussi bien le monde du sport», avait résumé le champion du monde 1974, avant que Tokyo Sexwale n'annonce officiellement sa candidature, en octobre 2015.

Depuis son entrée en lice, sa campagne n'a pourtant jamais vraiment décollé. Et début février la Confédération africaine de football (CAF) a publiquement annoncé qu'elle soutiendrait le Cheikh Salman pour l'élection de vendredi, à Zurich. Selon une source interne, même la Fédération sud-africaine de football (Safa) pourrait choisir un autre candidat que Tokyo Sexwale! Sans le soutien de son propre continent, la candidature de Mosima Gabriel Sexwale, surnommé Tokyo dans sa jeunesse pour sa passion pour le karaté, est devenue presque anecdotique et le candidat se dirige vers un cuisant échec. Surtout que son image de candidat de la rupture avec les anciennes pratiques a pris du plomb dans l'aile lorsque le Sud-africain a pris, mi-janvier, la défense de Sepp Blatter dans un entretien accordé à Sky Sport. Mais ce revers programmé ne devrait pas trop affecter cet ancien militant anti-apartheid qui a vécu plusieurs vies et qui a connu la prison sur l'île de Robben Island. Combattant de la branche armée de l'ANC (Congrès national africain) durant la lutte contre l'apartheid, Tokyo Sexwale suit en 1975 un entraînement militaire en URSS, avant de revenir en Afrique du Sud une année plus tard. Condamné pour terrorisme et complot en vue de renverser le gouvernement, il est envoyé en 1977 à Robben Island, où il retrouve son compagnon, Nelson Mandela. Il est libéré en 1990, après avoir purgé 13 de ses 18 ans de prison.

Pendant les années sombres sur l'île-prison, battue par les vents glaciaux en hiver et écrasée par un soleil de plomb en été, il participe à la gestion de «Makana», le club de football des prisonniers politiques. En 2007, le club décroche le statut de membre honorifique de la Fifa. Au début des années 1990, alors que les lois de l'apartheid sont progressivement abolies, Tokyo Sexwale joue un rôle capital pour tenter de calmer les violences qui embrasent les townships de Johannesburg.

A l'avènement de la démocratie en 1994, il décroche, avec le soutien du président Nelson Mandela, le poste de Premier ministre de la plus riche province du pays, le Gauteng, qui englobe Johannesburg et Pretoria. Longtemps pressenti comme candidat à la présidentielle, il quitte finalement la fonction publique au bout de quatre ans, pour créer un empire des mines et communications, Mvelaphanda, et bâtir l'une des plus grandes fortunes du pays. Sa réussite lui vaut d'animer un temps la version sud-africaine de l'émission de télé-réalité The Apprentice, présentée un temps aux Etats-Unis par Donald Trump, l'un des candidats républicains à la succession de Barack Obama.

Il s'engage officiellement dans le ballon rond au moment de la candidature de son pays pour le Mondial-2010, en faisant partie du comité de candidature puis de l'organisation de l'événement. Un rôle qui lui a valu de comparaître en décembre devant un grand jury aux Etats-Unis, sur fond d'accusations de corruption active de la part de la candidature sud-africaine. Son travail lui vaut, en tout cas, d'être nommé au comité anti-racisme et anti-discrimination de la Fifa, un poste qui lui permet de se faire un nom au sein de l'organisation. Pendant sa timide campagne, il a sans cesse rappelé qu'il avait «toujours lutté contre le racisme», ce «monstre qui essaie de s'infiltrer sur les terrains de sport», appelant à élire «une personne de couleur», à la tête de la Fifa.

Camille Delourme

SPECTACLE



Djason philosophe the winner, el vencedor, el caliente et l'orchestre Super Nkolo Mboka en concert, tous les dimanches à partir de 15h00 au bar Terrasse du Night club **Five stars**, 120 rue Boundji, Talangai, 2^e sortie Nord en allant vers Petit-chose-ba jardin / **entrée: consommation 1500FCfa**

LIGUE DES CHAMPIONS

Messi punit Arsenal et met le Barça sur les rails

Un doublé de l'inévitable, Lionel Messi, dans les vingt dernières minutes a permis au FC Barcelone de prendre un précieux avantage (2-0) sur un Arsenal accrocheur en huitièmes de finale-aller de la Ligue des champions, mardi à Londres.

Arsenal peut nourrir des regrets après avoir parfois fait jeu égal avec le Barça pendant 70 minutes avant de succomber à la magie du trio Messi-Suarez-Neymar, puis de se tirer une balle dans le pied sur une faute stupide de Flamini.

Barcelonais ont pris la possession du ballon, et enfin un bloc regroupé devant sa surface quand la menace s'est précisée. Cela a bien fonctionné en première période, où Barcelone n'a pas cadré un seul tir -une première depuis



Avec son doublé, Leo Messi sort Barcelone du piège sur la pelouse d'Arsenal (Javier Soriano/AFP)

Voilà désormais les Gunners dans une situation très inconfortable avant le match retour, le 16 mars au Camp Nou.

Pour contrer ce FC Barcelone, tenant du titre et quasi invincible -qui se présentait sur une série de 32 matches sans défaite- Arsenal a choisi la variation tactique : un pressing haut sur les renvois aux six mètres et les touches adverses pour empêcher les Catalans de relancer facilement, un jeu plus bas et plus compact quand les

novembre 2013.

Dans le même temps, le jeu plus direct d'Arsenal a failli payer. Ozil aurait dû servir Giroud plutôt que Ramsey (8). Puis Oxlade-Chamberlain, seul aux six mètres, s'est procuré la plus belle occasion sur une superbe contre-attaque lancée par un «une-deux» entre Sanchez et Giroud (22). Avant de gâcher un peu plus tard un «trois contre trois» intéressant (36). Arsenal a eu sa chance en seconde période, avec Ramsey,

qui n'a pas cadré (66) avant de se montrer trop court devant Ter Stegen (79), et surtout avec Giroud, dont la tête a été détournée par le portier allemand.

Mais le trio «MSN», discret jusque-là en raison des gros efforts défensifs des Gunners, ne pouvait pas rester silencieux. Sur un contre supersonique, Neymar, Suarez, puis Messi ont fait plier la défense d'Arsenal (71). Le petit Argentin s'est ainsi offert son premier but en sept rencontres contre Petr Cech. Et il a fait très mal aux Londoniens. Avant et après, le trio MSN a fait des mauvais choix (Suarez 41, Neymar 55) et manqué plusieurs occasions (Suarez 45+1, 66 et 78, Neymar 49, 90+1). Seul Neymar a vraiment pesé par ses raids sur le côté gauche. Iniesta ne parvenait pas à trouver ses coéquipiers mais un éclair de génie a suffi pour faire basculer cette rencontre.

Puis Flamini a sûrement plombé les espoirs de ses partenaires, moins d'une minute après son entrée en jeu, avec une faute inutile dans la surface sur Messi. L'Argentin s'est fait un plaisir de transformer le penalty (83). Arsène Wenger avait pourtant averti ses joueurs avant la rencontre qu'ils ne pouvaient rien se permettre de «stupide» face aux attaquants catalans. Le match retour, au Camp Nou, s'annonce d'ores et déjà compliqué pour les Gunners, tandis que la série d'invincibilité du Barça, même bousculé, se poursuit donc et atteint désormais 33 matches, à une unité du record du Real Madrid.

Camille Delourme avec AFP

Manchester City, vainqueur à Kiev, n'a jamais été aussi proche des quarts

Manchester City, vainqueur 3-1 sur le terrain du Dynamo Kiev mercredi en 8^e de finale aller, n'a jamais été aussi proche des quarts de finale de la Ligue des champions. Sorti par le FC Barcelone à ce stade de la compétition lors des deux précédentes éditions (4-1 score cumulé en 2013-14, 3-1 en 2014-15), les Citizens ont su profiter de ce tirage plus clément pour aborder au mieux le retour à domicile le 15 mars, mais n'ont pas toujours eu la rencontre en mains.



Avec un but et une passe décisive, l'Ivoirien Yaya Touré a pesé dans le bon résultat des Citizens à Kiev (Sergei Supinsky/AFP)

Malgré les nombreuses absences (De Bruyne, Nasri, Jesus Navas, Mangala) et une série de trois défaites avant ce match (dont une élimination 5-1 à Chelsea en Coupe d'Angleterre), les Anglais n'ont pas douté en première période, portés par un Sergio Agüero incontournable aux avant-postes. Ils ont ouvert le score sur leur première occasion dangereuse, dans un début de partie dominé par les Ukrainiens. Sur un corner de David Silva repris de la tête par Yaya Touré, Agüero contrôlait de la poitrine au point de penalty pour pousser le ballon au fond des filets (15^e).

Le match changeait alors de physionomie, tournant nettement à l'avantage des hommes de Manuel Pellegrini. Agüero passait même tout près du doublé sur une frappe un peu trop croisée au second poteau (21^e). Silva, lui, ne ratait pas sa chance à la conclusion d'une longue ouverture de Gaël Clichy, reprise dans la surface par Agüero, toujours lui, relayé par Raheem Sterling, et plaçant le ballon dans la lucarne opposée (40^e).

Mais le Dynamo, en pleine trêve hivernale et dont la dernière sortie officielle remontait au 9 décembre

dernier, revenait mieux des vestiaires. Vitaliy Buyalskiy reprenait une relance malheureuse de la tête de Nicolas Otamendi, très bon jusque-là, et réduisait le score d'une frappe déviée par le même Otamendi (59^e). Le match basculait alors dans l'incertitude, les locaux comme les visiteurs passant à plusieurs reprises tout près de marquer. Mais le mot de la fin revenait à Touré dans les toutes dernières minutes (90^e), effaçant une tentative infructueuse de la tête dix minutes plus tôt.

AFP

PROCESSUS ÉLECTORAL

Le Front du peuple réaffirme son attachement au dialogue politique

Pour cette plate-forme qui réunit les forces politiques et sociales alliées à Étienne Tshisekedi, ce forum qui reste « la seule voie royale pour rétablir le pacte républicain scellé à l'issue de l'Accord de Sun City et rompu par la crise de légitimité née des élections hasardeuses et chaotiques de 2006 et 2011 » doit se tenir conformément à la feuille de route de l'UDPS.

Dans une déclaration faite le 23 février au Centre d'études pour l'action sociale (Cépas) à Kinshasa/Gombe par le coordinateur et porte-parole du Front du peuple, Jean-Pierre Lisanga Bonganga, à l'issue d'une séance extraordinaire des membres de la coordination de cette plate-forme des alliés d'Étienne Tshisekedi tenue le même jour, ce regroupement politique a réitéré sa volonté de voir le dialogue politique se tenir conformément à la vision de son autorité morale, le lider maximo. Il s'agit, selon Lisanga Bonganga, d'un dialogue politique qui tire son fondement aussi bien dans l'Accord-cadre

d'Addis-Abeba que dans les résolutions 2091 et 2211 du Conseil de sécurité de l'ONU.

Pour ce regroupement politique, en effet, le dialogue voulu devra être une concertation des acteurs-clés, représentant les forces politiques et sociales engagées dans la lutte pour le respect de la Constitution et des délais qu'elle prescrit, et « pour que triomphe l'avènement de l'alternance politique en novembre 2016 ».

Respect des délais fixés par la Constitution

Le Front du peuple a également émis certaines observations, après analyse du communiqué conjoint signé par l'Union africaine, les Nations unies, l'Union européenne et l'Organisation internationale de la francophonie, dans lequel les quatre institutions internationales soulignent la nécessité d'un dialogue politique inclusif en RDC et leur engagement à appuyer les acteurs congolais en vue de la consolidation de la démocratie dans le pays. Les alliés d'Étienne Tshisekedi reprochent,



Des membres du Front du peuple. photo Adiac

cependant, à ce communiqué le fait de ne faire aucune référence aux instruments internationaux dont l'Accord-cadre d'Addis-Abeba ainsi que les résolutions 2211 et 2098 du Conseil de sécurité de l'ONU.

Le Front du peuple déplore que le communiqué conjoint parle encore d'un envoyé spécial à qui l'ensemble des acteurs politiques congolais seraient tenus d'apporter leur entière coopération, au moment où le peuple congolais attend la désignation d'un facilitateur porteur d'un mandat spécial pour organiser et conduire le dialogue politique, dans un timing

précis et contraignant, au regard des échéances électorales tel que prévu par la Constitution.

Pour cette plate-forme, la formule lapidaire « à bonne date », contenue dans ce communiqué conjoint est également si ambiguë qu'elle est sujette à caution. « Au regard de la Résolution 2211 du Conseil de sécurité des Nations unies, une lecture intelligible autant qu'une meilleure compréhension renvoie au respect des délais prescrits par la Constitution pour la tenue des élections en novembre 2016 », a souligné le modérateur et porte-parole de

cette plate-forme. Jean-Pierre Lisanga Bonganga et ses pairs tiennent le président de la République, Joseph Kabila, dont l'une des missions est de veiller au respect de la Constitution, pour responsable, « s'il advenait que les élections ne soient pas tenues en novembre 2016 ». « Il aurait donc trahi son serment constitutionnel, et se serait ainsi mis, en vertu de l'article 75 de la Constitution, dans une situation d'empêchement définitif consacrant ainsi la vacance de l'institution président de la République. Et même, son remplacement provisoire par le président du Sénat, devenu illégal et illégitime, serait rendu impossible. Celui-ci étant, depuis huit ans, hors mandat, ce qui le situe aussi, conformément à l'article 110 de la Constitution, dans le cas d'empêchement définitif », a prévenu le modérateur et porte-parole du Front du peuple. Dans ses conclusions, ce regroupement politique a, en outre, appelé le G7 à se déterminer par un choix clair sur la vision du dialogue politique.

Lucien Dianzenza

PRÉSIDENCE DE LA CÉNI

Le MLP appelle la société civile à remplacer Corneille Naanga

Pour Franck Diongo et son parti politique, le président de la centrale électorale, qu'ils récuse, serait la pièce par laquelle le scandale est passé.

Dans un point de presse tenu le 23 février au siège du Mouvement lumumbiste progressiste (MLP) et du Front anti-dialogue (FAD), le président de ce parti politique et de la plate-forme a insisté sur la remise en cause de l'impartialité du président de la Ceni, Corneille Naanga, qu'ils accusent d'agir dans la logique de servir le glissement. Ils le récuse et sollicitent de la société civile, son remplacement. « À dater de ce jour, le MLP et le FAD récuse M. Corneille Naanga parce qu'il est sorti de la Constitution et est incapable d'organiser les élections dans les délais constitutionnels », a dit Franck Diongo.

Le MLP et le FAD reprochent au président de la Ceni, de n'avoir pas mentionné le respect des délais constitutionnels dans l'appel d'offres concernant l'acquisition des kits pour l'organisation des élections. « Il a donné une déclaration inacceptable et inadmissible. Il a eu l'audace de dire au public qu'il n'y aura pas d'élection présidentielle dans le délai constitutionnel », a insisté le président du MLP et du FAD.

Pour Franck Diongo, en effet, à travers cette déclaration, Corneille Naanga a agi à visage découvert. « Les masques sont tombés et il a confirmé nos craintes selon lesquelles il travaillait pour la majorité présidentielle et que la Ceni était un appendice du pouvoir », a-t-il noté, soulignant que le pré-

sident de la Ceni, dont la fonction est régie par la loi, a outrepassé les limites. Il s'est arrogé un pouvoir non reconnu par la loi. Le président du MLP et du FAD a, par contre, insisté sur le respect des délais constitutionnels. Pour lui, la constitution est claire, quand elle stipule que le 18 décembre 2016 marque la fin du mandat de l'actuel chef de l'État. Toute autre lecture erronée serait de nature à mettre la confusion parce que la Constitution dit que le président actuel restera en place pour faire la remise et reprise avec son successeur. Et, cela implique, selon lui, l'organisation des élections trois mois avant la fin de ce mandat. Dans le cas contraire, a-t-il expliqué, cette disposition ne permet pas au président sortant de continuer alors que les élections ne sont pas organisées.

Un memo à Ban-Ki-moon

Franck Diongo a également annoncé l'existence d'un mémo contenant les attentes du peuple congolais, qui sera donné au secrétaire général de l'ONU en séjour en RDC. Dans ce document, il est demandé à Ban-Ki-moon de nommer un rapporteur spécial en matière des droits de l'homme pour la RDC. Ce dernier serait, selon le président du MLP et du FAD, au regard des violations massives des droits de l'homme au Congo et de privations



Franck Diongo lors de la conférence de presse. Photo Adiac

des libertés, témoin, en vue de les rapporter au secrétaire général de l'ONU. Il aura pour tâche, à en croire Franck Diongo, de faire le monitoring de sorte que soient conservées les données sur les violations des droits de l'homme en vue d'en punir les auteurs.

Dans ce mémo, il sera également demandé au secrétaire général de l'ONU, en rapport avec le renouvellement du mandat de la Monusco, de muer ce mandat en mission d'observation et de surveillance des élections, ainsi que de certification de ses résultats. Le souhait est également que la Monusco ait un mandat de la police en vue de sécuriser et de protéger la population. Ce qui lui permettra, selon Franck Diongo, d'agir efficacement.

L.D.

DÉFORESTATION

Un rapport accablant pousse Bolloré à enquêter en Afrique

Greenpeace a exigé à Vincent Bolloré d'user de son influence pour instaurer la politique de plantation zéro déforestation à la Société financière de caoutchouc (Socfin) qui opère dans une dizaine de pays majoritairement africains. En effet, le groupe Bolloré est l'un des principaux actionnaires de cette société. Dans le dernier rapport de Greenpeace France, il est fait état d'une situation alarmante en RDC et à Sao Tomé-et-Principe.

À en croire Greenpeace France évoquant les cas de la RDC et Sao-Tomé, les concessions de la Socfin incluant les forêts primaires, secondaires ou en régénération stockent actuellement d'importantes quantités de carbone. Au-delà, le rapport met en exergue les nombreux conflits opposant la société et les communautés riveraines. Parfois, révèle le rapport, la menace se rapproche dangereusement des écosystèmes uniques. C'est la situation à Sao Tomé où l'on s'inquiète des répercussions sur un parc naturel abritant une biodiversité remarquable. Les analyses de Greenpeace ont montré que l'ensemble du carbone stocké dans les zones déboisées par Agripalma, la filiale de la Socfin, s'élevait à plus de 600 000 tonnes d'équivalent CO₂. « Contrairement à ses principaux concurrents du secteur de l'huile de palme, la Socfin n'a pas de politique visant à empêcher la déforestation dans ses projets », déclare Greenpeace France.

La question environnementale prend des proportions alarmantes avec la ruée actuelle sur les forêts africaines. Néanmoins, ajoute l'organisation, l'Afrique ne représente encore qu'un faible pourcentage de production d'huile de palme ou de caoutchouc au niveau mondial. Mais cela pourrait changer avec cette nouvelle donne. « Les plantations de palmiers à huile et d'hévéas constituent l'un des principaux moteurs de la déforestation », poursuit Greenpeace. En dehors de la nécessité d'appliquer une politique zéro déforestation crédible et respectueuse des droits des communautés locales, Greenpeace juge indispensable que le groupe Bolloré rende publique également une politique zéro de déforestation couvrant l'ensemble de ses investissements dans le secteur. « Notre objectif est que les forêts africaines ne connaissent pas le sort des forêts indonésiennes et malaisiennes. Les investisseurs doivent s'engager dès aujourd'hui à adopter des politiques zéro déforestation et le groupe Bolloré ne peut pas se dédouaner de sa responsabilité à l'égard des pratiques de la Socfin », conclut l'organisation.

Laurent Essolomwa

CONDAMNATION DES MEMBRES DE LUCHA

M^e Georges Kapiamba pense faire appel

Pour ce juriste, qui est l'un des avocats des condamnés, la décision du Tribunal de grande instance (TGI) de Goma est décevante parce que, selon lui, les messages portés par ces militants de Lucha sur leur calicot n'avaient rien à voir avec l'incitation à la révolte, comme retenu par le tribunal.

Le TGI de Goma (Nord-Kivu) a condamné, le 24 février, à deux ans de servitude pénale, les six jeunes membres du mouvement citoyen Lutte pour le changement (Lucha), reconnus coupables de « désobéissance à l'autorité ». Les juges ont, par ailleurs, jugé non fondé et rejeté le grief d'appartenance à une association de malfaiteurs.

L'un des avocats de la défense, Me Georges Kapiamba, qui continue à clamer l'innocence de ses clients, pense déjà interjeter appel. « C'est une décision décevante, parce que ces six militants de Lucha ne méritaient même pas un seul jour en prison. Les messages mentionnés sur le calicot qu'ils ont porté n'ont rien à voir avec l'incitation à la révolte, comme le tribunal l'a retenu. Nous allons aller en appel contre cette décision et à ce degré, nous espérons qu'ils pourront être finalement acquittés », a-t-il soutenu. Les condamnés, eux-mêmes, avaient également plaidé non coupables. Ces membres de Lucha, rappelle-t-on, avaient été interpellés le 16 février à l'aube. Ce jour-là avait été décrété ville morte par l'opposition congolaise et des organisations de la société civile, pour appeler au respect de la Constitution dans ses dispositions portant sur les mandats présidentiels. Ce jugement, a fait remarquer radiokapi.net, citant l'assistance à ce procès, a été rendu après plus de deux heures de suspension de l'audience et sans que le tribunal ait pris connaissance des notes de plaidoirie des avocats.

Human Rights Watch (HRW) dénonce, par ailleurs,



Me Georges Kapiamba/Photo Adiac

la détention, à Kinshasa, de deux autres activistes de la Lucha, Bienvenu Matumo et Marc Héritier Kapitene, après avoir été gardés au secret. Cette ONG internationale a noté qu'ils ont été portés disparus d'un hôtel de la commune de Bandalungwa tôt dans la matinée du 16 février avant d'être transférés trois jours plus tard au parquet.

À en croire radiokapi.net, avec Victor Tesongo, membre d'un parti de l'opposition, les deux activistes ont été placés sous mandat d'arrestation provisoire pour « incitation à la désobéissance civique, propagation de fausses nouvelles, et atteinte à la sûreté intérieure de l'État ». HRW qui juge ces accusations de fallacieux pense que « les autorités congolaises semblent déterminées à réprimer la liberté d'expression et le droit de manifester pacifiquement ».

Lucien Dianzenza

CINÉMA

Raoul Peck : « Lumumba était un sujet tabou »

Le réalisateur haïtien l'a fait savoir au cours de la conférence « The Iconography of Lumumba and the Work of Raoul Peck », qui s'est déroulée du 17 au 19 février à l'université d'Anvers en Belgique.

La première journée de cette conférence internationale et interdisciplinaire a été marquée par la projection du documentaire « Lumumba, la mort du prophète » réalisé en 1991 par Raoul Peck. Ce dernier vivait au Congo avec ses parents, lors de l'assassinat de Patrice-Émery Lumumba. Revenant sur le contexte de réalisation du documentaire, il a rappelé que le film a été produit

et de ce que je mettais ou non dans le film », a-t-il précisé.

Un film très personnel

Pour Raoul Peck, « Lumumba, la mort du prophète » est un film encore actuel. « Pour moi, c'est un film très personnel car je parle de ma famille, des Haïtiens qui ont quitté leur pays à l'époque. Quand la crise a commencé au Congo et que les familles de civils belges ont commencé à être évacuées, l'administration congolaise s'est retrouvée en manque de personnel. L'ONU, à l'époque, est allée recruter des Haïtiens dont le pays avait une classe bien formée d'académiciens, de médecins, d'ingénieurs, etc. L'ONU

a amené 400 contrats en Haïti qu'ils ont proposés aux gens, comme mon père, qui cherchaient à fuir la dictature. Beaucoup de personnes de la génération de mon père, qui étaient la colonne vertébrale intellectuelle du pays, ont alors commencé à quitter Haïti et sont allés au Congo, au Canada ou encore aux USA. Ces Haïtiens qui étaient au Congo en



Raoul Peck

ont fait venir d'autres.

Mon père a au moins

fait venir une dizaine de ses collègues qui étaient, comme lui, professeurs à la faculté d'agronomie », a déclaré Raoul Peck.

Boulevard Lumumba Expo

Par ailleurs, à la faveur de la conférence, une exposition dénommée « Boulevard Lumumba Expo » se tient à l'université d'Anvers depuis le 18 février jusqu'au 19 mars. Les œuvres de plusieurs artistes congolais notamment sont exposées. Objectif : présenter de quelle manière la peinture, la photographie, la vidéo, la musique, le film et la sculpture s'emparent du personnage de Lumumba que l'on retrouve aussi dans les lieux publics, les timbres-poste et les dessins d'humour. Pour les organisateurs, la figure de Lumumba a été sacralisée ou diabolisée et l'espace entre ces deux extrêmes est apparu fécond pour une iconographie polymorphe. Les nombreux artistes, explique-t-on, jettent un regard sur la mémoire et la souffrance toujours vive qui a marqué le corps de Lumumba et l'histoire du Congo. Raoul Peck est auteur, réalisateur, producteur et président du conseil d'administration de l'École nationale supérieure des métiers de l'image et du son (La fémis) en France. Il a été ministre de la Culture de la République d'Haïti entre 1996 et 1997. Il a réalisé des films en Europe, en Afrique et aux États-Unis. Après le documentaire « Lumumba, la mort d'un prophète » en 1991, il a réalisé, en 2000, la fiction « Lumumba ».

Patrick Ndungidi

à une époque où très peu de gens parlaient de Lumumba. « C'était un sujet tabou. En Belgique, les seuls qui s'intéressaient encore au personnage étaient ceux qui avaient participé, quelque part, à cette grande campagne congolaise de colonisation et de décolonisation. Ce sont ces personnes que j'ai trouvées au début de mes recherches et elles avaient un énorme besoin de parler », a-t-il expliqué. Par ailleurs, a-t-il rappelé, « quand j'ai commencé mes recherches, je me suis rendu compte qu'il était très difficile pour moi de comprendre qui était vraiment Lumumba, puisque la plupart des témoignages étaient biaisés soit par l'angle de l'autopromotion soit de celui de l'ancien combattant qui voulait parler de ses états de guerre, soit de la haine car la majorité de mes interlocuteurs n'aimaient pas Lumumba ou ne le prenaient pas au sérieux. C'était donc difficile pour moi de m'identifier au personnage et de le comprendre. Mais j'ai pu trouver des gens qui lui étaient proches et qui m'ont raconté une histoire un peu plus humaine de Lumumba. Je me suis évidemment appuyé sur la famille Lumumba, particulièrement sur ses enfants François, Roland, Patrice et Juliana. Ils m'ont permis d'avoir un visage plus humain de ce personnage ». Raoul Peck a souligné que le film a été réalisé sans pression car il l'a produit lui-même. « J'étais donc libre de mes décisions, de mes mouvements

DIALOGUE

La classe politique toujours divisée

Le passage à Kinshasa de Ban Ki-moon n'aura pas influé sur la donne politique demeurée inchangée par rapport au dialogue alors que les retards accumulés dans la gestion du processus électoral continuent d'alimenter la tension politique dans le pays.

De passage à Kinshasa où il a pris part à la conférence sur l'investissement du secteur privé dans les Grands lacs, le secrétaire général de l'ONU s'est envolé le 25 février pour Juba au Soudan du Sud. Bien avant son départ, Ban Ki-moon a conféré avec les acteurs politiques de la société civile congolaise par rapport aux enjeux qui minent actuellement le processus électoral. Aux uns et aux autres, il a prôné le dialogue comme la seule voie de sortie face à l'impasse actuelle. « Il faut qu'il y ait un dialogue consensuel entre toutes les parties prenantes. Et j'ai encouragé le président Joseph Kabila à entreprendre un dialogue inclusif. Toutes les parties que j'ai rencontrées ont indiqué qu'elles souhaitaient participer à un dialogue inclusif. De toutes les façons, il n'y a pas d'autre solution », a-t-il déclaré aux journalistes dans une conférence de presse diligente à quelques heures de son départ. La société civile représentée notamment par la Linelit a même déposé un memorandum au secrétaire général de l'ONU dans lequel elle affirme son attachement au consensus autour du processus électoral.

Au niveau des acteurs politiques, force est de constater que les lignes n'ont pas véritablement bougé dans le sens d'une réelle introspection censée faire taire les divergences. Bien au contraire, les membres de la majorité et de l'opposition continuent à camper dans leur position comme si de rien n'était. Et pourtant le message de Ban Ki-moon était clair et en visait qu'à conscientiser le politique congolais sur la vertu du dialogue, de l'État de droit et de la démocratie. Il a invité ses interlocuteurs à s'engager dans un dialogue inclusif dans le respect de la Constitution et à adopter un calendrier consensuel pour les élections. Il les a, en outre, exhortés à travailler à un processus électoral inclusif et crédible dans le sens du respect de la Constitution.

L'appel de Ban Ki-moon a été jugé plutôt positif, à en croire le porte-parole de cette plate-forme, Alain Atundu, qui aura retenu l'exhortation faite à la classe politique congolaise à ne pas suivre le mauvais exemple de la Syrie et la Lybie. Les deux pays ont, en effet, sombré dans la violence à cause justement de l'absence du dialogue. Alors que la MP soutien la vision de Ban Ki-moon par rapport au dialogue, l'opposition, elle, continue à camper sur sa position du refus. « Il n'est pas question d'aller au dialogue avant la fin du mandat du président Joseph Kabila », laisse-t-on entendre du côté de la Dynamique de l'opposition qui n'arrête de faire une fixation sur le respect des délais constitutionnels en rapport avec la tenue des scrutins législatif et présidentiel de novembre 2016. N'adhérant pas au dialogue selon la vision de Joseph Kabila, le G7 pour sa part en appelle plutôt aux négociations directes entre l'opposition et la MP « dans le respect des délais constitutionnels ». Il faudrait ajouter à ce front du refus, l'UDPS qui continue d'exiger un dialogue sous une médiation internationale neutre.

À tout prendre, le séjour à Kinshasa de Ban Ki-moon n'aura pas influé sur la donne politique qui est demeurée inchangée, alors que les retards accumulés par rapport au processus électoral continuent d'alimenter une tension politique qui va crescendo avec, à la clé, un calendrier électoral réaménagé qui se fait toujours désirer.

Alain Diasso

CÉLÉBRATION

Journée internationale de la langue maternelle

L'humanité tout entière a fêté, le 21 février, la journée internationale de la langue maternelle sur le thème « Éducation de qualité, langue d'enseignement et résultats de l'apprentissage ». Dans la ville océane, cette journée a été vécue en différé le 23 février, et elle a permis à Alphonse Kala, directeur départemental du Livre et de la Lecture publique d'encourager la population à la pratique de la langue maternelle.

Parler sa langue maternelle est une fierté en soi mais, surtout, une richesse d'une grande valeur qui mérite d'être conservée. Malheureusement, le constat fait est que la plus grande partie de la génération actuelle accorde moins d'importance à la langue maternelle. La journée internationale de la langue maternelle est donc une occasion pour combler ce vide et souligner le rôle important que jouent les langues maternelles dans le développement d'une éducation de qualité et de la diversité linguistique.

Voilà pourquoi le directeur départemental du Livre et de la Lecture publique de Pointe-Noire, Alphonse Kala, a profité de cette journée pour encourager les Ponténégrins à parler leur langue maternelle car celle-ci, dit-il, est leur premier patrimoine. « La diversité culturelle ne peut pas être prise pour un frein au développement de nos sociétés. Elle est plutôt un atout majeur que chacun de nous devrait saisir pour



Photo de famille Crédit photo «Adiac»

aller à la rencontre de l'autre, pour créer la cohésion dont ils ont tant besoin afin de construire leur société de rêve », a-t-il dit.

En réalité, cette journée a permis à Alphonse Kala de prouver à suffisance que la langue maternelle était un outil d'interconnexion et de développement des peuples, le premier patrimoine, mais aussi qu'elle est loin de constituer un

symbole de repli identitaire. Aujourd'hui, le multilinguisme est un élément essentiel et indispensable au succès de l'ensemble du programme de développement durable à l'horizon 2030, notamment en ce qui concerne la croissance, l'emploi et la santé ainsi que l'instauration de modes de consommation et de production durables et le changement clima-

tique.

L'Unesco porte la même attention à la défense de la diversité linguistique sur Internet, en soutenant la création de contenus locaux pertinents et l'initiation aux médias et à l'informatique. Notons que cette journée a été marquée par l'animation théâtrale de Germaine Ololo, une comédienne de renom, recon-

nue pour ses talents, le show du groupe vocal de l'académie des écoles de Ngoyo, ainsi que le trophée Joseph-Tchiamas, remis à la Société internationale de linguistique. Pour lier l'utile à l'agréable, un cocktail dinatoire a été servi à tous les convives, une manière de se donner rendez-vous pour l'année prochaine.

Hugues Prosper Mabonzo

INSERTION PROFESSIONNELLE

Formations gratuites des jeunes ponténégrins vulnérables

Le ministère de l'Enseignement technique, professionnel, de la Formation qualifiante et de l'Emploi, à travers le Projet de développement de compétences pour l'employabilité (PDCE), appuyé par la Banque mondiale,

organise les 25 et 26 février au CEFA des métiers à l'OCH de la capitale économique la collecte des candidatures des jeunes vulnérables de 16 à 24 ans pour des formations dans divers métiers.

Les jeunes adolescents déscolarisés répondant aux critères d'âge et de vulnérabilité sont éligibles pour les formations en mécanique auto, électricité, plomberie, maçonnerie, menuiserie, soudure, carrelage, coiffure, couture,

transformation agro-alimentaire, pâtisserie et cuisine.

Cette campagne de collecte de candidatures intervient après celle organisée en octobre dernier qui concernait les jeunes de 16 à 19 ans. « Après la première

collecte, il était question de diversifier les métiers, d'augmenter la cible, revoir les critères d'âge ramenés à 24 ans. Le projet a voulu donner un peu plus de chances à d'autres jeunes en leur offrant une diversité de métiers au lieu de leur proposer que des métiers traditionnels. On a voulu orienter, cette fois-ci, les jeunes vers d'autres métiers porteurs tels que la transformation agro-alimentaire. Le projet va faire des cohortes. Il y aura des campagnes de collectes de candidatures à une fréquence de 3, 4 ou 6 mois. Cela dépendra du nombre de maîtres artisans à disposition », a dit Jean Bruno Ndilou, responsable de la sous-composante 1.3. Jeunes déscolarisés. Aussi, le responsable de la sous-composante 1.3 a-t-il rappelé que le projet met l'accent sur la question du genre en encourageant les jeunes filles à se former dans les métiers non traditionnels (mécanique, soudure, menuiserie...) avant d'exhorter les jeunes non retenus à se repositionner lors de la prochaine collecte. Le PDCE est entré en vigueur en République du Congo le 30 octobre 2014.

Hervé Brice Mampouya



Une vue des jeunes lors de la collecte des candidatures Crédit photo «Adiac»

MOTS FLÉCHÉS N°092

JEUX PROPOSÉS PAR rci-jeux.com

SACS EN BAN-DOULIÈRE DOUBLES	COMPAGNON DE DAGOBERT NOUVELLEMENT VENU	MALADIE TRANS-MISSIBLE DEBUTES LE CHANT	ORDI-NAIRE	À MOITIÉ	FRI-MOUSSE MUSIQUE DE RAVES	CA LAISSE DU TEMPS
			RENDRE IDIOT IL EST CHANTANT AU SUD			
DE MANIÈRE INSTINCTIVE DÉCEPTION			BANDE-ROLE ENTRE LE NORD ET L'OUEST			
LA TIENNE MISE POUR LA PREMIÈRE FOIS	FRÈRE DU PÈRE			DOUBLÉ POUR RIRE QUI VIENT EN PLUS		BLOCUS
				LE DESSUS DU PANIER ALCOOL DE DATTES		
BIEN JOUÉ ELLE FUT DIVINE CHEZ CITROËN	MOT DE REFUS DES NULS AUX ÉCHECS		IL FAIT PARTIE DES JEUNES CARRÉS DE TERRE			EMBALLAGE DE CUISINE
	SAINT DE BIGORRE REVÊTIR D'UN HABIT		APRÈS L'HEURE VENTILA		ASSEZ BIEN BORD DE PLAIE	
DIVISION DE L'ADDITION	MIT À SA PLACE LARGEUR DU DOS		TOURNA EN RIDICULE C'EST LA HAUTEMER			
		CITOYEN DEVANT L'URNE EMPLOIS				
COUVRIS AVEC LA POLICE CINÉMA OU PEINTURE				QUATRE POUR UN ROMAIN SYMBOLE DU PASCAL		CLASSÉE
				VIN ÉTRANGER FIT UNE BOUCLE		
FIT LE MALIN ÉCHAPPE AU DUBITATIF			CUEILLIR ELLE FAIT FACE À LA ROCHELLE			FUITE DE GAZ
	ARMA UN BÂTIMENT VERSION DOUBLÉE			A RICANÉ		ADRESSE D'ORDI-NATEUR PLEINE LUNE
IDÉALISÉE ANIMAUX DES BOIS			FRISÉE			
			GROS MARTEAU			

SUDOKU N°092

>FACILE

2		4	5	9				
8	4		6					
	9		8	4	3			
7	5			3	9			
		9	1					
	9	1			5	2		
6	7	3		4				
		5		2	6			
		8	6	7				5

>MOYEN

				5			9	
2		8	6	1	7			
			9	4	6			
8	6	9	4			1		
1		8		9			6	
	3			6	5	9	8	
		5		2	8			
		6		9	1	4	3	
9		3						

>DIFFICILE

	5				6	4		
		1					3	
2	3		5	6	7			
	2	7	9		3	6		
			6		1			
	6		4		8	7	1	
			1	3	5		2	4
9						3		
	4	5					7	

MOTS CROISÉS N°092

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									

>HORIZONTALEMENT 1. Comme exister tout à coup. - 2. Il argumente sans fin. - 3. Elle donne le droit de tirer. - 4. Les Prussiens n'y virent que du feu. Poisson qui « broute » le corail. - 5. Grand marché. Ses agents ne font pas la circulation. - 6. Avec lui on peut rêver. Comme une série qui a ses fans. - 7. Fait des morceaux. Levé avec une échelle. - 8. Cours d'Asie centrale. Au bout du rouleau. - 9. Héroïne de Flaubert. Créer un courant. - 10. Langue du groupe thaï. Italienne qui peut avoir un air penché.

>VERTICALEMENT A. Tel tout satellite de la Terre, sauf la Lune. - B. Effet tahitien. Bataille de la guerre de Crimée. - C. Très doucement. - D. Ver para? site de l'intestin grêle. - E. Dans les vignes quand il est gris. Bien attrapé. - F. Donne une boisson parfumée. Singe. - G. Qui se tournent donc les pouces. - H. Tourmentera. - I. Juste bon à transporter une coquille de noix. Préparation à la légion. Avant le lieu. - J. Anneau de cordage. Invisible quand elle est sympathique.

MOTS À MOTS N°092

Pour chaque ligne, en regroupant et en mélangeant les lettres des deux mots de quatre et cinq lettres proposés, composez un troisième mot de neuf lettres.

- ① E I D E R + D E N T = [D | | | | | | | | E]
- ② B E L E R + D I R E = [D | | | | | | | | R]
- ③ D E N T E + T U E R = [D | | | | | | | | R]

SOLUTIONS DE LA SEMAINE PRÉCÉDENTE

MOTS FLÉCHÉS N°091

B	E	D	Z	A	P				
P	R	I	N	C	E	E	M	P	A
A	R	T	I	C	U	L	A	T	I
E	C	A	R	T	E	L	E	M	E
E	E	R	S	E	I	S	E	O	
A	L	A	M	O	M	I	E	E	N
E	E	N	T	A	S	S	E	S	R
E	T	A	T	A	S	E	N	A	M
S	T	A	R	U	R	E	T	R	E
B	A	S	E	A	T	T	E	R	R
C	O	U	R	S	A	E	G	E	E
E	C	U	R	E	R	P	I	S	S
L	A	S	S	O	A	C	E	L	R
S	A	N	U	L	T	R	A	P	I
M	O	M	A	N	L	I	A	N	E
F	E	R	M	E	P	C	M	U	G

MOTS CROISÉS N°091

M	O	L	L	E	T	I	E	R	E
E	T	O	I	L	E	N	U	S	
R	A	T	T	E	O	R	E	S	
C	L	E	V	A	P	O	R	E	
E	G	A	R	E	R	B	A	N	
N	I	D	S	I	T	E	T		
A	E	R	A	D	U	P	I		
I	E	M	O	I	F	E	E		
R	O	T	I	T	R	O	L	L	
E	N	S	E	M	E	N	C	E	S

SUDOKU N°091

6	1	5	8	9	3	4	7	2
3	8	7	5	2	4	1	6	9
4	2	9	6	7	1	5	3	8
5	4	6	9	8	2	7	1	3
8	9	3	1	4	7	6	2	5
2	7	1	3	5	6	8	9	4
9	3	4	7	1	5	2	8	6
7	5	8	2	6	9	3	4	1
1	6	2	4	3	8	9	5	7
8	7	5	1	9	4	2	6	3
1	4	6	3	5	2	8	9	7
3	2	9	6	7	8	4	1	5
7	5	1	4	8	3	6	2	9
6	9	2	5	1	7	3	8	4
4	8	3	9	2	6	7	5	1
2	1	7	8	4	5	9	3	6
9	6	4	2	3	1	5	7	8
5	3	8	7	6	9	1	4	2
2	1	4	9	5	6	8	3	7
8	7	6	1	2	3	4	9	5
3	9	5	8	4	7	2	6	1
5	4	8	6	3	2	1	7	9
7	6	1	5	9	4	3	8	2
9	2	3	7	8	1	6	5	4
1	8	9	2	6	5	7	4	3
4	5	7	3	1	8	9	2	6
6	3	2	4	7	9	5	1	8

MOTS À MOTS N°091

1/FERMENTER - 2/CLAIRIÈRE - 3/RESTREINT.

CHAMPIONNAT NATIONAL D'ÉLITE DIRECT LIGUE 1

SMO retrouve le sourire

Saint-Michel de Ouenzé (SMO) n'avait plus gagné en championnat depuis sa victoire 2-0 face à Pigeon vert lors de la 4e journée. Le 24 février au stade Alphonse-Massamba-Débat, face à l'Interclub en match comptant pour la 12e journée, ses joueurs ont revêtu le même bonheur.



Après le 3^e but, l'heure était venue à la résistance dans le camp de SMO (Photo Adiac)

La victoire face à l'Interclub 3-2 fait énormément du bien à SMO. Cela faisait longtemps que l'équipe du 5^e arrondissement de Brazzaville attendait que ce bonheur vienne frapper à sa porte. Car faut-il le rappeler, c'est seulement la deuxième victoire de cette équipe en douze matches disputés. Avec Tongo Football club, ils sont les deux clubs de Brazzaville en pleine crise de résultats. Mais il fallait assez d'efforts pour divorcer d'avec les contre-performances.

L'entame du match contre l'Interclub est irréprochable pour le SMO. À peine 40 secondes de jeu, Rox Oyoh donne déjà l'avantage aux Michaeliens. Et à cinq minutes de la pause, la victoire semblait une fois de plus leur tourner le dos. L'Interclub relève la tête grâce à un doublé de Loïc Mbama. Il égalise d'abord sur un penalty avant de placer son équipe devant à la 44e minute. L'Interclub n'a malheureusement pas su conserver son avantage à la reprise d'autant plus qu'à la 51^e minute Amina Ngalebaye a lui aussi transformé un penalty accordé à SMO.

Dix minutes après Rox Oyoh a une fois de plus trouvé les chemins des filets. Avec cette victoire, SMO a amélioré son compte à points à 11 dans un championnat qui reste dominé par l'Athlétic club Léopards de Dolisie. Les Fauves du Niari ont totalisé la trentaine en battant la Jeunesse sportive de Poto-Poto 2-0. Le Club athlétique renaissance aiglon a profité des reports des matches des poursuivants des Léopards pour se loger provisoirement à la deuxième place grâce à sa victoire à Pointe-Noire 2-0 devant l'AS Cheminots. Avec 27 points, Cara devance de deux longueurs les Diables noirs (25 points-2 matches) et la JST (24 points -1 match). À Kinkala, Pigeon vert a reçu le même traitement face à l'Association sportive Kimbonguila. L'équipe de Kinkala monte provisoirement à la 13e place avec 12 points.

James Golden Eloué

BOXE DES PHARAONS RÉNOVÉE

La campagne de vulgarisation internationale lancée

Au gymnase Henri-Elendé, en présence des représentants de quelques pays d'Afrique, le président de la Fédération congolaise de la discipline, Jean Samba, a donné le coup d'envoi de l'opération visant à faire en sorte que l'art martial congolais soit pratiqué au-delà des frontières nationales.

Après les onzièmes Jeux africains, plusieurs pays ont exprimé l'envie de pratiquer la Boxe des pharaons rénovée qui était retenue comme sport de démonstration à cette échéance sportive continentale. Une discipline martiale née en Egypte antique

la Namibie au Congo assistent au lancement de la campagne.

Démonstration des techniques de tous ordres, combats en forme de compétition dans les versions hommes et dames ont ponctué la cérémonie de lancement. Après, un protocole d'accord a été signé

la Fédération congolaise de cette discipline.

« Notre objectif est de faire en sorte que la boxe des pharaons rénovée soit pratiquée dans au moins cinq pays afin qu'elle soit retenue comme sport de compétition dans de prochains rendez-vous sportifs notamment les prochains Jeux africains », a indiqué Jean Samba. Celui-ci a, par ailleurs, expliqué que des points focaux existent déjà dans plusieurs pays notamment le



Les athlètes en démonstration /Crédit photo Adiac

et rénovée par le Congolais, Jean Samba. Donc un sport de combat typiquement congolais. L'élan de matérialisation de la volonté d'internationaliser ladite discipline a fait qu'une délégation de la République démocratique du Congo (RDC), des représentants des ambassades du Sénégal et de

entre la Fédération congolaise et les Namibiens. A ce propos, une délégation des experts congolais fera le déplacement de la Namibie pour former les techniciens qui, à leur tour feront le reste du travail de vulgarisation. La même chose sera faite dans d'autres pays, à en croire le président de

Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée Conakry etc. Le règlement technique de la discipline existe depuis longtemps et pour la pleine réalisation de la phase internationale de la vulgarisation, Jean Samba demande un soutien des sponsors et du département des Sports.

Rominique Nerplat Makaya

BRIN D'HISTOIRE

Regard sur les cinquante dernières années (1965-2015)

(7) 1971

Entre complots, décès et grèves, la vie au Congo, en cette année 1971, n'est pas un long fleuve tranquille. C'est ainsi que la Cour révolutionnaire de justice rend son verdict dans l'« affaire Mberi », le 14 mai 1971. Mberi Martin, Grégoire Moubéri, Samuel Mbama, Samuel Bonkele, Mougounga-Nkombo, Jean-Baptiste Mikolo, Moïse Loundou et Jean Talantsi sont accusés d'avoir propagé de fausses informations à caractère politique, d'avoir participé à des groupements susceptibles de nuire à la sécurité intérieure de l'État et d'avoir confectionné et diffusé des tracts incitant la population à la révolte. Mbama, Bonkele, Mougounga et Moubéri ont été relaxés. Ont écopé de peine d'emprisonnement ferme : Mbani (2ans) et Mikolo (1 an). Trois ont été condamnés à des peines assorties de sursis : Mberi (5 ans), Talantsi (3 ans) et Loundou (2 ans). Les temps ont changé. Aujourd'hui, pour des prétextes fallacieux, n'importe qui est capable d'inciter les populations à la désobéissance civile, sans frais. La démocratie, dit-on, permet de justifier l'injustifiable.

Mgr Théophile Mbemba est décédé à l'Hôpital général de Brazzaville, le 14 juin 1971, à l'aube. Né le 6 mai 1917 au petit village de Mpiaka (Mfilou), Mgr Bemba est le fils de Joseph Bounkazi et de Marie Malounga. Il est admis au Petit séminaire en 1930. En 1934, il est envoyé à Akono, au Cameroun, pour y poursuivre ses études secondaires. En 1936, il est admis au Grand séminaire de Yaoundé. Ses études de théologie le conduisent à Libreville de 1939 à 1945. Il est ordonné prêtre le 9 juin 1946. Il enseigne au Petit séminaire de Mbamou au cours de l'année 1946-1947. De 1947 à 1949, il est vicaire à Linzolo. Mgr Mbemba est ensuite affecté à la mission de Voka. Il y reste jusqu'en 1956. C'est cette année-là que Mgr Bernard lui confie la charge de curé de Notre-Dame de Bacongo. En 1958, il est nommé doyen des paroisses de la sous-préfecture de Brazzaville. Il devient vicaire général du diocèse en 1960. Un an après, le 3 décembre 1961, il est nommé évêque et coadjuteur de l'Archevêque de Brazzaville. Au cours d'une cérémonie grandiose au stade Félix Eboué, le premier évêque congolais est sacré par Mgr Bernard, en compagnie de Mgr Mongo

(Douala) et Nzita (Matadi). Le 24 juin 1964, il est nommé archevêque de Brazzaville, suite à la démission de Mgr Bernard. Il est solennellement intronisé par le délégué apostolique, Mgr Belotti, le 7 février 1965. Quelques temps après, il prend part au Concile Vatican II organisé par le Pape Paul VI.

Mgr Mbemba repose dans la cathédrale Sacré-Cœur. Il a été fait commandeur du Mérite congolais, au nom du président Marien Ngouabi, par Aloys Moudileno-Massengo, garde des sceaux, ministre de la Justice et de l'Information, Décès à Brazzaville, le 22 octobre 1971, de Lheyet-Gaboka, homme de lettres, enseignant et ancien parlementaire. Ses obsèques ont lieu au cimetière du centre-ville à Brazzaville. Lheyet-Gaboka collabore de 1950 à 1959 à la Revue Liaison, organe des cercles culturels de l'Aef (Afrique équatoriale française). Il compte à son actif quelques recueils de poèmes. L'Ecole officielle de Ouenzé porte son nom.

Le 15 novembre 1971, les élèves déclenchent une grève. Motif : manque d'organisation dans le démarrage de l'année scolaire, manque de locaux et

d'instruments de travail, retard dans l'ouverture des internats, insuffisance des professeurs. Mais on soupçonne que cette grève est soutenue par quelques dirigeants jouant un double jeu. Ce qui amène le chef de l'Etat à faire une déclaration le 23 novembre, dans laquelle il dénonce l'existence de plusieurs « écoles » au sein du Parti congolais du travail. Marien Ngouabi préconise la « révision des mandats ». « Tous ceux, dit-il, qui se sont hissés très haut doivent redescendre ». Double jeu. Il n'y a rien de nouveau sous le ciel politique congolais. Le double jeu est, à n'en point douter, la gangrène de la politique congolaise, faite par des hommes habitués à louvoyer. Les débats sur le référendum constitutionnel de l'année dernière sont là pour le prouver. Double jeu aussi des transfuges qui passent du pouvoir à l'opposition, sans se démonter.

Création de l'université de Brazzaville (anciennement Centre d'enseignement supérieur de Brazzaville - Cesb) par ordonnance n°29/71 du 4 décembre 1971. La Fondation de l'enseignement supérieur en Afrique centrale, dont dépendait le Cesb, a vécu.

MFUMU